

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

27 octobre 2023

NOTE DE POLITIQUE GÉNÉRALE (*)

Asile et Migration

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

27 oktober 2023

BELEIDSNOTA (*)

Asiel en Migratie

Voir:

Doc 55 3649/ (2023/2024):

001: Liste des notes de politique générale.
002 à 007: Notes de politique générale.

(*) Conformément à l'article 111 du Règlement.

Zie:

Doc 55 3649/ (2023/2024):

001: Lijst van Beleidsnota's.
002 tot 007: Beleidsnota's.

(*) Overeenkomstig artikel 111 van het Reglement.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Introduction

L'année parlementaire à venir est la dernière de cette législature. Et dans le domaine de la politique d'asile et de migration, plusieurs questions importantes sont encore à l'ordre du jour. Le travail n'est pas encore terminé. Cela signifie que le travail se poursuivra jusqu'à la fin pour atteindre certains des principaux objectifs de la politique.

Nous ne sommes pas restés inactifs au cours de l'année écoulée. Avec l'accord sur la migration de mars, un paquet d'initiatives législatives a été approuvé par le gouvernement, nous orientant vers une politique migratoire plus contrôlée: il s'agit du renforcement de notre politique de retour proactive, de la lutte contre la fraude en matière de regroupement familial, d'un nouveau statut pour les apatrides, d'une adaptation de la loi sur l'accueil, qui réserve l'accueil aux personnes en procédure et une interdiction inscrite dans la loi sur la détention des mineurs. Les travaux ne se sont pas arrêtés là. Le travail sur le code de la migration s'est poursuivi et, au niveau européen, des pas importants ont été franchis vers une grande réforme de la politique européenne en matière d'asile et de migration. La Belgique joue un rôle actif pour qu'un accord sur le pacte sur la migration soit possible avant les élections européennes de 2024.

Outre ces grands chantiers structurels, un certain nombre de choses concrètes ont été réalisées l'année dernière: le groupe de travail sur les disparitions a élaboré un guide sur la prévention et le suivi des disparitions de mineurs étrangers non accompagnés, en collaboration avec tous les partenaires sur le terrain et à l'intention de ces derniers. Des mesures ont été prises pour respecter nos engagements internationaux sur la réinstallation. Le centre Dublin a mis en place une procédure accélérée qui a permis d'augmenter de 80 % le nombre de transferts Dublin vis-à-vis l'année précédente. D'autres investissements ont été réalisés dans les services afin de pouvoir accélérer la procédure et commencer enfin à résorber l'arriéré de travail.

La crise de l'accueil n'a pas disparu. Des capacités d'accueil supplémentaires ont été créées et le flux de sortie des centres a été structurellement augmenté. Des mesures importantes ont été prises sur ces deux axes et le travail se poursuivra. Certes, en termes de flux sortants, l'augmentation structurelle du nombre de décisions du CGRA – une augmentation de 22 % en 2023 par rapport à l'année précédente – est un changement crucial. Mais la dure réalité est aussi que la seule création de places d'accueil et la seule sortie ne suffiront pas. Pour maîtriser la situation et la crise de l'accueil, il faut réduire les flux entrants. Cela ne sera possible qu'en prenant les mesures nécessaires au niveau européen.

Inleiding

Het komende parlementaire jaar is het laatste van deze legislatuur. En op het vlak van het asiel- en migratiebeleid staan er nog verschillende belangrijke zaken op het programma. Het werk is nog niet af. Dat betekent dat er tot op het einde zal doorgewerkt worden om een aantal van de belangrijkste doelstellingen van het beleid te verwezenlijken.

We zaten het afgelopen jaar niet stil. Met de migratie-deal van maart werd een pakket wetgevende initiatieven goedgekeurd door de regering waarmee we in de richting van een meer gecontroleerd migratiebeleid evolueren: het gaat om de versterking van ons aanklampend terugkeerbeleid, het tegengaan van fraude in de gezinshereniging, een nieuw statuut voor staatlozen, een aanpassing van de opvangwet waarbij we de opvang voorbehouden voor wie in procedure is en een wettelijk verbod om minderjarigen in detentie te plaatsen. Daar bleef het niet bij. Er werd verder gewerkt aan het migratiewetboek en op Europees niveau werden grote stappen vooruitgezet richting een grote hervorming van het Europese asiel en migratiebeleid. België speelt een actieve rol om een akkoord over het migratiepact mogelijk te maken voor de Europese verkiezingen in 2024.

Naast deze grote structurele werven werden het afgelopen jaar nog een heel aantal concrete zaken gerealiseerd: uit de werkgroep verdwijningen kwam een draaiboek voort over de preventie en opvolging van verdwijning van niet-begeleide minderjarige vreemdelingen samen met en gericht aan alle partners op het terrein. Er kwamen maatregelen om onze internationale engagementen inzake hervestiging na te komen. Het Dublincentrum zorgde voor een versnelde procedure waarmee 80 % meer Dublinoverdrachten werden gerealiseerd ten opzichte van een jaar eerder. En werd verder geïnvesteerd in de diensten zodat we tot een snellere procedure komen en uiteindelijk de werkachterstand kunnen beginnen wegwerken.

De opvangcrisis is niet weg. Er werd bijkomende opvangcapaciteit gecreëerd en de uitstroom uit de centra werd structureel verhoogd. Op die beide assen werden belangrijke stappen gezet en zal het werk voortgaan. Zeker op het vlak van de uitstroom is de structurele toename van het aantal beslissingen door het CGVS – een stijging van 22 % in 2023 ivm een jaar eerder – een cruciale verandering. Maar de harde realiteit is ook dat enkel opvangcreatie en uitstroom niet zullen volstaan. Om de situatie en de opvangcrisis echter onder controle te krijgen, moet de instroom naar omlaag. Dat zal enkel lukken door op Europees niveau de nodige stappen te zetten.

Malheureusement, la guerre en Ukraine se poursuit et la protection temporaire des Ukrainiens a donc été prolongée et le restera au moins jusqu'en 2025. Bien qu'ils ne se retrouvent pas dans les centres d'accueil de Fedasil, l'afflux important d'Ukrainiens a créé une pression supplémentaire sur les administrations locales et sur notre marché du logement. S'il est bon que nous continuions à faire preuve de solidarité, cela ne facilite pas la gestion de la crise de l'accueil pour les demandeurs de protection internationale. Il s'agit là aussi d'une réalité à laquelle nous devons faire face.

Bien que les médias se soient concentrés l'année dernière sur la gestion de la crise de l'accueil, nous nous dirigeons plus que jamais vers des réformes structurelles. Cette dernière note de politique générale s'articule donc autour de trois axes: l'axe législatif: comment faire entrer nos réglementations dans le 21^e siècle? L'axe institutionnel: comment rendre nos services plus efficaces et efficaces? Et l'axe européen: comment mieux contrôler notre politique migratoire grâce au pacte sur la migration?

Ces trois axes sont les fers de lance absolus de l'année à venir. Cela ne signifie pas pour autant que les neuf lignes de force des notes de politique générale précédentes n'ont plus lieu d'être. Au contraire. Elles sont incluses et reflétées dans l'ensemble de la note de politique générale. L'année à venir sera donc cruciale, tant au niveau belge qu'au niveau européen. Cependant, la présidence du Conseil de l'Union européenne offre une occasion unique de changer enfin le visage de la politique d'asile et de migration. En tant que président entrant de l'Union européenne, nous devons saisir cette opportunité historique à deux mains.

Réforme structurelle 1: l'axe législatif

Code de migration contrôlée

L'année prochaine, le code de la migration sera finalisé. Les différents éléments ont déjà été discutés ces derniers temps au sein du gouvernement, mais il est maintenant temps de rassembler toutes les parties et d'obtenir un ensemble cohérent.

Ce code de la migration s'inspire des différentes lignes de force validées par le Conseil des ministres. Des lignes de force ont été établies pour chaque chapitre de la loi sur les migrations. Nous visons un code lisible et cohérent, où les procédures en première instance et en appel sont rationalisées et clarifiées. La loi facilitera la bonne administration et la prise de décisions correctes par les services. Nous nous engageons en outre à protéger les personnes vulnérables et à prévenir les demandes répétées et les abus. La loi sur l'accueil de 2007 fait également l'objet d'un examen approfondi pour qu'un

De oorlog in Oekraïne duurt helaas voort en dus werd de tijdelijke bescherming voor Oekraïners verder verlengd en zal dat minstens zo blijven tot in 2025. Hoewel zij niet in de opvangcentra van Fedasil terecht komen, zorgde de hoge instroom van Oekraïners voor bijkomende druk op de lokale besturen en onze woningmarkt. Het is goed dat we solidariteit blijven tonen, maar het maakt het beheer van de opvangcrisis voor verzoekers om internationale bescherming niet makkelijker. Ook dat is een realiteit die we onder ogen moeten zien.

Hoewel de mediatieke focus het afgelopen jaar lag op het beheer van de opvangcrisis, slaan we meer dan ooit de weg in van structurele hervormingen. Deze laatste beleidsnota is dan ook opgebouwd rond drie assen: de wetgevende as: hoe brengen we onze regelgeving naar de 21^e eeuw? De institutionele as: hoe maken we onze diensten efficiënter en effectiever? En de Europese as: hoe krijgen we met het migratiepact meer controle op ons migratiebeleid?

Deze drie assen zijn de absolute speerpunten van het komende jaar. Dat betekent echter niet dat de negen krachtlijnen uit de eerdere beleidsnota's niet meer van toepassing zijn. Integendeel. Ze zijn doorheen de beleidsnota opgenomen en terug te vinden. Het komende jaar wordt dus een cruciaal jaar, zowel op Belgisch vlak als op Europees niveau. Het voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie biedt een unieke gelegenheid om het asiel- en migratiebeleid eindelijk in een andere plooi te leggen. Die historische kans moeten we als inkomend voorzitter van de Europese Unie met beide handen grijpen.

Structurele hervorming 1: De wetgevende as

Wetboek Gecontroleerde Migratie

In het komende jaar zal het Migratiewetboek worden gefinaliseerd. De afgelopen tijd werden er al afzonderlijke stukken besproken binnen de regering, maar nu is het tijd om alle delen samen te brengen en te komen tot een coherent geheel.

Dit Migratiewetboek neemt de verschillende krachtlijnen, die door de Ministerraad gevalideerd werden, tot leidraad. Voor elk onderdeel van het Migratiewetboek werden er krachtlijnen opgesteld. Zo gaan we voor een leesbaar en coherent wetboek, waar procedures in eerste aanleg en in beroep gestroomlijnd en verhelderd worden. De wet zal het behoorlijk bestuur en de correcte besluitvorming door de diensten faciliteren. We zetten bijkomend in op het beschermen van kwetsbare personen, maar ook het tegengaan van herhaalde aanvragen en misbruik. Ook de Opvangwet van 2007 wordt onder de

système d'accueil dynamique et transparent soit mis en place. En ce qui concerne le retour, des procédures d'éloignement efficaces sont mises en place.

Ce code est un travail de longue haleine, élaboré en collaboration avec une commission d'experts et les juristes des services d'asile et migration. Il ne fait aucun doute que ce règlement augmentera la sécurité juridique et rendra possible une politique d'asile et de migration plus efficace.

Paquet législatif de mars 2023

En mars 2023, en anticipation du code de la migration, quatre réformes législatives ont déjà été approuvées par le Conseil des ministres. Au sein du département de l'asile et de la migration, il est nécessaire d'évaluer en permanence et de modifier si nécessaire. Entre-temps, les projets de loi suivants ont été soumis à la Chambre des représentants et seront débattus au parlement dans les mois à venir.

Regroupement familial

Le projet de loi sur le regroupement familial introduit quelques changements importants pour lutter contre les abus et répondre à des situations d'exception spécifiques. Ainsi, il introduit la condition que le parent d'un enfant mineur belge prenne effectivement en charge les soins de cet enfant pour obtenir et maintenir le séjour au titre du regroupement familial. Plus généralement, pour le regroupement familial avec un enfant mineur, il introduit la condition que le parent soit titulaire de l'autorité parentale. Cette modification est à mettre en parallèle avec la récente mesure visant à lutter contre les reconnaissances de complaisance des enfants. À l'avenir, une décision de refus de la commune de reconnaître un enfant en raison d'une reconnaissance de complaisance sera inscrite dans le registre national afin d'éviter que l'on "fasse le tour" de différentes communes dans le but d'obtenir une reconnaissance quand même.

Le projet de loi crée également un séjour clair et transparent pour les parents d'enfants bénéficiant d'un statut de protection, qui n'ont pas eux-mêmes obtenu de protection par le CGRA. Actuellement, aucun régime n'est prévu pour ces parents, mais ils relèvent de la régularisation humanitaire. En prévoyant un droit de séjour distinct assorti de conditions claires, nous offrons une plus grande sécurité juridique et veillons à ce que le pouvoir discrétionnaire de la régularisation humanitaire reste une procédure d'exception absolue.

En outre, les réfugiés mineurs non accompagnés qui ont atteint leur majorité pendant ou peu après leur reconnaissance en tant que réfugiés disposeront désormais

loep genomen, waarbij wordt gestreefd naar een dynamisch en transparant opvangstelsel. Inzake terugkeer zorgen we voor effectieve verwijderingsprocedures.

Dit wetboek is een werk van lange adem, tot stand gekomen in samenwerking met een Commissie van experts en de juristen van de asiel en migratiediensten. Er mag geen twijfel bestaan over het feit dat dit wetboek zal zorgen voor meer rechtszekerheid én een efficiënter asiel- en migratiebeleid mogelijk zal maken.

Wetgevend pakket van maart 2023

In maart 2023 werden, vooruitlopend op het Migratiewetboek, alvast 4 wetgevende hervormingen door de Ministerraad goedgekeurd. In het departement van Asiel en Migratie is het noodzakelijk om voortdurend te evalueren en te wijzigen indien nodig. De volgende wetsontwerpen werden intussen bij de Kamer ingediend en zullen de komende maanden besproken worden in het parlement.

Gezinshereniging

Het wetsontwerp gezinshereniging voert enkele belangrijke wijzigingen door om misbruik aan te pakken en een oplossing te bieden voor specifieke uitzonderings-situaties. Zo voert het de voorwaarde in dat de ouder van een Belgisch minderjarig kind de daadwerkelijke zorg moet dragen voor dit kind om een verblijf op basis van gezinshereniging te krijgen en te behouden. Meer algemeen wordt voor gezinshereniging met een minderjarig kind de voorwaarde ingevoerd dat de ouder het ouderlijk gezag moet dragen. Deze wijziging moet samen gezien worden met de recente maatregel om schijnnerkenningen van kinderen tegen te gaan. In de toekomst zal een weigeringsbeslissing van de gemeente om een kind te erkennen omwille van schijnnerkenning, worden ingeschreven in het Rijksregister om "shoppen" tussen verschillende gemeentes tegen te gaan in de poging om toch een erkenning te bekomen.

Het wetsontwerp creëert ook een duidelijk en transparant verblijf voor ouders van kinderen met een beschermingsstatuut, die zelf geen bescherming kregen door het CGVS. Nu is geen regeling voorzien voor deze ouders, maar vallen ze onder de humanitaire regularisatie. Door een apart verblijfsrecht te voorzien met duidelijke voorwaarden, bieden we meer rechtszekerheid én zorgen we dat de discretionaire bevoegdheid van de humanitaire regularisatie een absolute uitzonderingsprocedure blijft.

Daarnaast krijgen niet-begeleide minderjarige vluchtelingen die meerderjarig werden tijdens of kort na hun erkenning als vluchteling, voortaan een periode van

d'un délai de trois mois pour demander le regroupement familial avec leurs parents. Le fait que le réfugié était mineur au moment de la demande est ainsi pris en compte.

Les motifs de fin d'un séjour fondé sur le regroupement familial sont étendus, de même que l'interdiction dite de cascade. Cette dernière prévoit un délai d'attente de deux ans pour le ressortissant d'un pays tiers qui a lui-même bénéficié d'un droit au regroupement familial en tant que conjoint(e) ou partenaire d'un ressortissant d'un pays tiers.

Les conditions qu'un Belge ayant fait usage de sa liberté de circulation doit remplir pour que les règles relatives au regroupement familial avec un citoyen de l'Union lui soient applicables sont reprises de manière cumulative dans la loi sur les étrangers afin d'assurer la sécurité juridique.

Les règles relatives au regroupement familial avec un étranger bénéficiant d'un statut de protection temporaire sont clairement définies dans la législation et sont conformes à l'esprit et à l'objectif de la directive européenne.

D'autres modifications structurelles de la procédure de regroupement familial suivront dans le cadre du code de la migration.

La politique de retour proactive

L'accord de gouvernement prévoyait une nouvelle approche de la politique de retour. Elle se concentrerait sur un accompagnement au retour intensif et individuel. Des alternatives à la détention seraient également développées. Cette approche met fortement l'accent sur le retour volontaire, mais renforce également l'efficacité du retour forcé en tant qu'étape finale.

Afin de concrétiser cette approche, de nombreuses mesures ont déjà été prises dans la pratique (notamment la mise en place de ce qu'on appelle ICAM – *individual case management*), certains projets pilotes ont permis d'améliorer la coopération entre les services et, à présent, le projet de loi sur la politique de retour proactive a également été déposé. Ce projet comporte plusieurs aspects.

Tout d'abord, une obligation de coopérer est prévue. Cela signifie que toutes les personnes qui se sont vu notifier la décision qu'elles doivent quitter la Belgique doivent également coopérer à leur retour. Cette obligation s'applique pleinement à tous: citoyens de l'Union européenne, dans le cadre des règles de Dublin, ou en cas

drie maand om gezinshereniging aan te vragen met hun ouders. Op die manier wordt rekening gehouden met het feit dat de vluchteling minderjarig was op het moment van de aanvraag.

De beëindigingsgronden voor een verblijf op basis van gezinshereniging worden uitgebreid, evenals het zogenaamde cascadeverbod. Dit laatste voorziet in een wachttermijn van twee jaar voor de onderdaan van een derde land die zelf een recht op gezinshereniging genoten heeft in de hoedanigheid van echtgeno(o)t(e) of partner van een onderdaan van een derde land.

De voorwaarden waaraan een Belg die gebruik maakt heeft van zijn vrij verkeer moet voldoen opdat de regels voor gezinshereniging met een Unieburger op hem van toepassing zijn, worden cumulatief opgenomen in de vreemdelingenwet om rechtszekerheid te bieden.

De regels voor gezinshereniging met een vreemdeling met tijdelijk beschermingsstatuut worden duidelijk uitgewerkt in de wetgeving en in lijn gebracht met de geest en het doel van de Europese richtlijn.

In kader van het Migratiewetboek volgen nog verder structurele wijzigingen aan de procedure gezinshereniging.

Aanklappend terugkeerbeleid

Het regeerakkoord voorzag in een nieuwe aanpak van het terugkeerbeleid. Er zou worden ingezet op een intensieve en individuele begeleiding van terugkeer. Ook zouden alternatieven voor detentie ten volle ontwikkeld worden. Deze aanpak zet sterk in op vrijwillige terugkeer, maar versterkt ook de efficiëntie van de gedwongen terugkeer als sluitstuk.

Om deze aanpak te concretiseren werden er in de praktijk al vele stappen genomen (onder andere het opzetten van ICAM *individual case management*), enkele pilootprojecten waarbij in betere samenwerking tussen de diensten voorzien wordt en werd nu ook het wetsontwerp aanklappend terugkeerbeleid neergelegd. Dit ontwerp omvat verschillende aspecten.

Ten eerste wordt een medewerkingsplicht voorzien. Dit houdt in dat alle personen die het besluit te horen hebben gekregen dat ze België dienen te verlaten, ook moeten meewerken aan hun terugkeer. Deze verplichting geldt onverkort voor iedereen: burgers van de Europese Unie, in het kader van de Dublin regels, of bij terugkeer

de retour dans le pays d'origine. On est donc obligé de coopérer activement au retour.

Cette obligation de coopérer implique concrètement qu'une obligation légale claire est imposée à l'étranger concerné. Il peut s'agir de coopérer activement à son identification, de se rendre à l'ambassade pour obtenir les documents nécessaires, de se présenter en personne aux services de migration, de communiquer l'adresse de sa résidence effective, etc.

Cette obligation de coopérer comprend également l'obligation de coopérer aux examens médicaux, et ce dans les conditions prévues par la loi. La dernière pandémie de COVID-19 a montré que cette obligation pouvait être vitale. Plusieurs pays ont introduit des conditions de voyage strictes dans le cadre de la lutte contre le COVID-19. Ainsi, avant qu'une personne puisse être expulsée de force, elle devait subir un test COVID-19. Toutefois, en cas de refus pur et simple de la personne, l'éloignement prévu ne peut finalement pas avoir lieu. L'obligation de se soumettre à un test COVID-19 était donc utilisée dans certains cas pour empêcher un éloignement. Ce changement de loi permettra, si nécessaire à l'avenir, d'obliger effectivement les personnes renvoyées à se soumettre à un test médical, tel qu'un test PCR, au besoin en utilisant la contrainte. Pour s'assurer que ces tests médicaux soient toujours effectués dans le respect des droits fondamentaux, de nombreuses garanties ont été prévues. Par exemple, les tests ne sont faits que s'il n'y a pas d'autre moyen de les effectuer, comme la mise en quarantaine, et le test est effectué par du personnel médical qualifié qui peut décider à tout moment de ne pas le faire quand même.

La possibilité d'imposer certaines mesures préventives et moins coercitives est également introduite. L'un des piliers de ces mesures est l'accompagnement proactif. Il s'agit d'orienter et d'inciter l'étranger à rechercher une solution à sa situation. Cette accompagnement est donc le moyen privilégié d'éviter le maintien. La philosophie de cet accompagnement proactif est qu'il est dans l'intérêt de tous que l'étranger en séjour irrégulier trouve une perspective d'avenir durable, soit dans son pays d'origine, soit en Belgique, soit dans un autre pays où l'étranger peut séjourner.

Ensuite, la loi définit ce qu'il faut entendre par le terme "fuite" au sens du règlement Dublin III. À cette fin, le texte s'appuie sur la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et du Conseil du contentieux des étrangers. Ce concept n'était pas défini dans le règlement

naar het land van herkomst. Men wordt dus verplicht om actief te gaan meewerken aan de terugkeer.

Deze medewerkingsplicht houdt concreet dat de betrokken vreemdeling een duidelijke juridische verplichting wordt opgelegd. Dat kan gaan om het actief meewerken aan zijn identificatie, naar de ambassade gaan voor de nodige documenten, zich in persoon komen melden bij de migratiediensten, het adres van de effectieve verblijfplaats meedelen, enz.

Binnen deze medewerkingsplicht valt ook de plicht om mee te werken aan medische onderzoeken, en dit binnen de wettelijk voorziene voorwaarden. Dat een dergelijke verplichting broodnodig kan zijn, werd aangetoond tijdens de afgelopen COVID-19 pandemie. Verschillende landen voerden strikte reisvoorwaarden in de strijd tegen COVID-19 in. Vooraleer men kon overgaan tot de gedwongen verwijdering van een persoon, moest hij een COVID-test ondergaan. Als de betrokkene echter simpelweg weigerde, kon de geplande verwijdering finaal niet doorgaan. De verplichting om een COVID-19 test te ondergaan werd dus in bepaalde gevallen gebruikt om een verwijdering tegen te houden. Met deze wetswijziging wordt het mogelijk gemaakt om, indien dit in de toekomst nodig zou zijn, terugkeerders ook daadwerkelijk te verplichten om een medische test, zoals een PCR-test, te ondergaan, desnoods met gebruik van dwang. Om te garanderen dat deze medische tests steeds met het respect voor de grondrechten worden uitgevoerd, zijn tal van waarborgen ingebouwd. Zo worden de testen alleen uitgevoerd indien er geen andere manier bestaat om de test af te nemen, bijvoorbeeld door een quarantaine, en wordt de test door medisch geschoold personeel uitgevoerd die op elk moment kunnen beslissen om het medisch onderzoek toch niet uit te voeren.

Daarnaast wordt de mogelijkheid ingevoerd om bepaalde preventieve en minder dwingende maatregelen op te leggen. Een van de pijlers hiervan is de aanklappende begeleiding. Hierbij wordt ingezet op de oriëntatie en stimulering van de vreemdeling om een oplossing te zoeken voor zijn situatie. Deze begeleiding is dan ook het middel bij uitstek om vasthouding te vermijden. De filosofie van deze aanklappende begeleiding is dat het in ieders belang is dat er voor een vreemdeling in onwettig verblijf een duurzaam toekomstperspectief wordt gevonden, hetzij in het land van herkomst, hetzij in België, hetzij in een ander land waar de vreemdeling kan verblijven.

Vervolgens wordt er in de wet vastgelegd wat verstaan moet worden onder het begrip "onderduiken" in de zin van de Dublin III-verordening. Dit begrip werd niet gedefinieerd in de Dublin III-verordening, maar werd wel verduidelijkt door het Hof van Justitie van de

Dublin III, mais a été clarifié par la Cour de justice de l'Union européenne et la jurisprudence du Conseil du contentieux des Etrangers. Nous l'incluons désormais dans le but d'assurer la sécurité juridique.

Afin de rendre les transferts de Dublin plus efficaces, une base juridique claire est également prévue dans la loi sur les étrangers permettant la délégation des décisions de prolongation du délai de transfert. Si un demandeur d'asile est déjà enregistré dans un autre pays européen, la Belgique peut le transférer vers ce pays. Ce transfert doit avoir lieu dans les six mois. L'Office des Étrangers pourra porter le délai de transfert des demandeurs d'asile vers d'autres États membres à douze mois si le transfert ne peut avoir lieu en raison d'un emprisonnement (dans un établissement pénitentiaire), et à dix-huit mois si la personne a pris la fuite.

En outre, la loi sur l'accueil est en train d'être modifiée de manière à ce que les places spécifiques de Dublin soient dotés d'une orientation adaptée expliquant la procédure de Dublin, y compris la manière dont le transfert se déroule et les possibilités de recours. Un centre Dublin a été ouvert à Zaventem dans le cadre de la philosophie de l'orientation proactive, qui a déjà fait l'objet d'une évaluation positive. En plus des places Dublin, des places ouvertes de retour. Cela fait également partie de la politique de retour proactive: à la fin de la procédure d'asile, lorsqu'une décision finale négative a été prise, les conséquences de cette décision sont expliquées, les possibilités de retour volontaire, la possibilité de procéder à un retour forcé, les risques associés à la vie en séjour irrégulier et s'il existe d'autres moyens d'obtenir un droit de séjour. Lorsque cela est nécessaire pour fournir des conseils sociaux appropriés, le lieu d'enregistrement obligatoire peut être modifié.

En outre, la loi sur les étrangers est mise en conformité avec la jurisprudence de la Cour de justice en ce qui concerne la pénalisation du séjour irrégulier. Actuellement, la loi permet que les personnes en séjour irrégulier se voient imposer une peine d'emprisonnement au seul motif qu'elles sont entrées ou ont séjourné irrégulièrement sur le territoire, même si l'ensemble de la procédure de retour n'a pas encore été menée à son terme. Cela peut entraver une politique de retour efficace et la Commission européenne a mis en demeure la Belgique pour cette raison. Le changement de loi nécessaire est à présent réalisé.

En outre, l'interdiction de la détention de familles avec des enfants mineurs dans des centres fermés est

Europese Unie en de rechtspraak van de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. We nemen dit nu op met het oog op het garanderen van de rechtszekerheid.

Om de Dublinoverdrachten efficiënter te laten verlopen, wordt in de Vreemdelingenwet ook een duidelijke rechtsgrond voorzien die de delegatie toelaat voor het nemen van beslissingen tot verlenging van de overdrachtstermijn. Wanneer een asielzoekers al geregistreerd is in een ander Europees land, kan België die asielzoeker overdragen aan dat land. Die overdracht moet gebeuren binnen een termijn van 6 maanden. De Dienst Vreemdelingenzaken zal de termijn tot overdracht van asielzoekers aan andere lidstaten kunnen verlengen tot twaalf maanden indien de overdracht niet kan plaatsvinden wegens gevangenzetting (in een strafinrichting), en tot achttien maanden indien de betrokkene is ondergedoken.

De Opvangwet wordt bovendien aangepast zodat er specifieke Dublinplaatsen voorzien worden met aangepaste begeleiding waarin de Dublinprocedure wordt toegelicht, met inbegrip van hoe de overdracht gebeurt en welke beroepsmogelijkheden er zijn. Er werd in de filosofie van een aanklappende begeleiding een Dublincentrum geopend in Zaventem, dat al positief geëvalueerd werd. Naast de Dublinplaatsen worden er equivalente open terugkeerplaatsen voorzien. Ook dit kadert in het aanklappende terugkeerbeleid: op het einde van de asielprocedure, als er een definitieve negatieve beslissing genomen werd, worden de gevolgen toegelicht van deze beslissing, de mogelijkheden voor vrijwillige terugkeer, de mogelijkheid dat er overgegaan wordt tot gedwongen terugkeer, de risico's die verbonden zijn aan leven in irregulier verblijf en er wordt gekeken of er andere manieren zijn om een verblijfsstatus te bekomen. Wanneer nodig om de aangepaste maatschappelijke begeleiding te kunnen geven, kan de verplichte plaats van inschrijving gewijzigd worden.

Daarnaast wordt het in overeenstemming brengen van de strafbaarstelling van onwettig verblijf met de rechtspraak van het Hof van Justitie in de Vreemdelingenwet aangebracht. Nu laat de wet toe dat personen in onwettig verblijf een gevangenisstraf opgelegd wordt op de enkele grond dat zij onwettig het grondgebied binnenkomen of er verblijven, hoewel de hele terugkeerprocedure nog niet geheel doorlopen is. Dit kan een effectief terugkeerbeleid in de weg staan en de Europese Commissie stelde België in gebreke om die reden. Er wordt nu voor de nodige wetswijziging gezorgd.

Verder wordt het verbod op detentie verankerd van gezinnen met minderjarige kinderen in gesloten centra in

inscrite dans la loi, après que dans l'accord de gouvernement est inscrit de ne pas détenir les mineurs dans des centres fermés. En pratique, les familles avec des enfants mineurs ne sont plus détenues dans des unités familiales fermées depuis avril 2019, conformément à la jurisprudence du Conseil d'État.

Enfin, nous rendons possible le déploiement non seulement d'escorteurs Frontex, mais aussi de propres escorteurs de l'OE dans les missions d'éloignement, le tout sous la supervision et en présence de la police. Il s'agit d'une extension importante et nécessaire de la capacité actuelle des escorteurs et qui est indispensable pour garantir que la politique migratoire ait également une clé de voûte efficace.

Ce projet de loi instaure donc une politique de retour cohérente, déterminée et humaine, évitant aux étrangers en séjour irrégulier de séjourner sur le territoire belge.

Apatridie

Conformément à l'accord de gouvernement, une solution de séjour est également prévue pour les apatrides. Il s'agit de personnes qui, indépendamment de leur volonté, n'ont pas de nationalité. En l'absence d'une procédure de séjour spécifique, les apatrides doivent aujourd'hui recourir à une procédure fastidieuse. Avant de pouvoir entamer une procédure de séjour auprès L'Office des Etrangers, ils doivent d'abord se faire reconnaître comme apatrides auprès du tribunal de la famille. Toutefois, cette procédure de reconnaissance est longue et coûteuse. De plus, les tribunaux ont une juridiction fragmentée. Après cette procédure auprès le tribunal de famille, ils doivent ensuite introduire une demande de régularisation humanitaire auprès de l'Office des Étrangers, ce qui les laisse parfois longtemps dans l'incertitude quant à la décision. La nouvelle procédure supprime cette insécurité juridique.

L'introduction du statut de séjour des apatrides représente donc un grand pas en avant pour la protection de ce groupe de personnes vulnérables. Toutefois, le projet a été conçu de manière à ce que le statut de séjour des apatrides soit subordonné ou subsidiaire à la procédure de protection internationale. Cela signifie qu'en principe, les personnes doivent d'abord achever la procédure de protection internationale avant de pouvoir invoquer la procédure d'apatridie. En effet, il existe d'importantes similitudes entre les apatrides et les réfugiés: la raison pour laquelle les personnes n'ont souvent plus de nationalité est qu'elles sont persécutées dans leur pays d'origine. La question des Rohingyas du Myanmar, qui sont exposés à de graves violations des droits de l'homme, en est un exemple. Le fait que ces

de wet, nadat in het regeerakkoord opgenomen was om geen minderjarigen meer vast te houden in de gesloten centra. In de praktijk werden gezinnen met minderjarige kinderen sinds april 2019 niet meer vastgehouden in gesloten gezinsunits naar aanleiding van de rechtspraak van de Raad van State.

Tot slot maken we het mogelijk om niet enkel Frontex-escorteurs, maar ook eigen escorteurs van de DVZ in te zetten bij verwijderingsopdrachten, dit alles onder toezicht en in aanwezigheid van de politie. Dit is een belangrijke en noodzakelijke uitbreiding van de huidige capaciteit aan escorteurs en onontbeerlijk om ervoor te zorgen dat het migratiebeleid ook een effectief sluitstuk heeft.

Dit wetsontwerp voert aldus een coherent, kordaat en humanaan terugkeerbeleid in, waarbij wordt vermeden dat vreemdelingen in onwettig verblijf op het Belgisch grondgebied verblijven.

Staatloosheid

Conform het regeerakkoord wordt ook in verblijfsoplossing voor staatloze personen voorzien. Dit zijn personen die buiten hun wil over geen enkele nationaliteit beschikken. Bij gebrek aan een specifieke verblijfsprocedure, moeten staatloze personen nu hun toevlucht zoeken tot een omslachtige procedure. Vooraleer ze een verblijfsprocedure kunnen opstarten bij de Dienst Vreemdelingenzaken moeten ze zich eerst laten erkennen als staatloze bij de familierechtbank. Deze erkenningsprocedure neemt echter de nodige tijd en kosten in beslag. Bovendien bestaat er bij de rechtbanken ook een versnipperde rechtspraak. Na deze procedure bij de familierechtbank moesten ze dan een humanitaire regularisatie aanvragen bij Dienst Vreemdelingenzaken, waardoor ze soms nog lange tijd in onzekerheid moeten verkeren over de beslissing. De nieuwe procedure maakt komaf met deze rechtsonzekerheid.

De invoering van het verblijfsstatuut staatlozen betekent dus een grote stap vooruit voor de bescherming van deze kwetsbare groep van personen. Tegelijkertijd werd het ontwerp echter zo opgebouwd dat het verblijfsstatuut staatlozen ondergeschikt of subsidiair is aan de procedure internationale bescherming. Dit houdt in dat personen in principe eerst de procedure internationale bescherming dienen te doorlopen vooraleer ze beroep kunnen doen op de procedure staatloosheid. Tussen staatloze personen en vluchtelingen bestaan er namelijk belangrijke raakvlakken: de reden dat personen in vele gevallen niet langer over een nationaliteit beschikken, is omdat ze in hun land van herkomst worden vervolgd. Hier valt bijvoorbeeld te denken aan de problematiek van de Rohingya uit Myanmar, die blootgesteld worden

personnes doivent passer en priorité par la procédure de protection internationale permet également de respecter pleinement le droit européen. Les règles de Dublin sont ici cruciales: s'il s'avère qu'un autre État membre de l'UE est responsable d'un apatride, celui-ci ne pourra pas rester en Belgique. Le projet de loi vise donc à trouver une solution de séjour pour un groupe limité: il s'agit d'apatrides qui ne peuvent invoquer la procédure de protection internationale mais pour lesquels les solutions manquent aujourd'hui.

Loi sur l'accueil

Le dernier changement concerne une modification de la loi sur l'accueil. Aujourd'hui, les demandeurs de protection internationale peuvent rester dans un centre d'accueil jusqu'à l'expiration de l'ordre de quitter le territoire, qui fait suite à une décision finale négative en matière d'asile. Si des procédures de séjour parallèles sont engagées, il est possible de s'opposer à la délivrance de cet ordre et l'accueil doit alors être prolongé. La nouvelle modification met fin à cette situation: tout demandeur de protection internationale a droit à une aide matérielle jusqu'à la décision finale négative en matière d'asile et dispose d'un délai de 30 jours pour quitter la structure d'accueil. Pendant cette période, la personne recevra également un accompagnement au retour. Nous évitons ainsi une succession de procédures visant à prolonger l'accueil.

Autres initiatives législatives/réglementaires

Migration de travail

Le marché du travail belge reste tendu. La migration de travail est une partie de la réponse à ce problème, ainsi que l'activation des étrangers séjournant déjà en Belgique sur une autre base.

La forte augmentation du nombre de permis uniques en 2022 dans toutes les Régions doit être considérée comme très positive. Dans le même temps, les administrations régionales et l'Office des Étrangers doivent faire face à des délais de traitement de plus en plus longs en raison de cette augmentation. En outre, le grand nombre de permis uniques en provenance de la Turquie et du Maroc qui ont dû faire l'objet d'un contrôle supplémentaire en 2022 montre que nous devons, ensemble avec les Régions, rester vigilants afin que les procédures ne fassent pas l'objet d'abus et que les conditions soient strictement contrôlées. Un équilibre doit être constamment recherché entre une procédure aussi rapide et efficace que possible, avec une attention portée sur la prévention des abus. La mise en œuvre des

aan ernstige mensenrechtenschendingen. Doordat deze personen bij voorrang de procedure internationale bescherming moeten doorlopen, kan ook de Europese wetgeving ten volle worden gerespecteerd. Cruciaal hierbij zijn de Dublin regels: indien blijkt dat een andere EU-lidstaat verantwoordelijk is voor een staatloze persoon, zal deze niet in België kunnen blijven. Het wetsontwerp beoogt dus een verblijfsoplossing te vinden voor een groep die beperkt is: het gaat om staatloze personen die geen beroep kunnen doen op de procedure internationale bescherming, maar voor wie vandaag oplossingen ontbreken.

Opvangwet

De laatste wijziging betreft een wijziging aan de Opvangwet. Vandaag is het zo dat verzoekers om internationale bescherming in een opvangcentrum kunnen blijven tot het verstrijken van het bevel om het grondgebied te verlaten, dat volgt op een definitieve negatieve asielbeslissing. Indien er parallelle verblijfsprocedures opgestart worden, kan een afgifte van dat bevel tegengegaan worden en moet vandaag de opvang verder verlengd worden. Met de nieuwe wijziging komt hier een einde aan: elke verzoeker om internationale bescherming heeft een recht op materiële hulp tot aan de definitieve negatieve asielbeslissing en krijgt 30 dagen om de opvangstructuur te verlaten. In deze periode wordt de betrokkene ook begeleid naar terugkeer. Op deze manier vermijden we een aaneenschakeling van procedures met het oog op het verlengen van de opvang.

Andere wetgevende/regelgevende initiatieven

Arbeidsmigratie

De krapte op de Belgische arbeidsmarkt zet zich verder. Arbeidsmigratie is een deel van het antwoord hierop, samen met de activering van vreemdelingen die al een verblijf in België hebben op een andere grond.

De grote stijging van het aantal gecombineerde vergunningen in 2022 over alle Gewesten zie ik daarom als zeer positief. Tegelijkertijd worden zowel de gewestelijke administraties als de Dienst Vreemdelingenzaken geconfronteerd met oplopende behandelingstermijnen omwille van deze stijging. Daarnaast toont het grote aantal gecombineerde vergunningen van Turkije en Marokko die extra gecontroleerd dienden te worden in 2022, dat we er samen met de Gewesten over moeten blijven waken om te verzekeren dat geen misbruik gemaakt wordt van de procedures en de voorwaarden strikt moeten gecontroleerd worden. Er moet continu een evenwicht gezocht worden tussen een zo snelle en efficiënt mogelijke procedure, met aandacht voor het tegengaan van misbruik. Daarbij is de implementatie van

mesures qui a été convenue avec les ministres régionaux du travail lors de la conférence interministérielle sur la migration et l'intégration est très importante à cet égard. Il est primordial qu'au niveau des régions également, un contrôle minutieux soit effectué pour vérifier si les conditions sont remplies. Dans le cas des régions, il s'agit des conditions d'admission au travail du travailleur étranger pour qu'il vienne travailler pour un employeur spécifique en Belgique. C'est cette admission au travail par l'administration régionale qui constitue la base de l'octroi du séjour par l'Office des Etrangers.

Compte tenu de l'importance de la migration de travail, une procédure aussi efficace que possible est prévue, qui offre également les garanties nécessaires contre les abus.

En 2023, la législation a été modifiée pour faire basculer la procédure de migration de travail pour les chercheurs dans la procédure du permis unique et le changement de statut vers le permis unique à partir de la Belgique a été rendu plus largement possible.

Plusieurs propositions législatives structurelles sont en cours de préparation ou font l'objet de discussions au sein du gouvernement, telles qu'une procédure plus efficace pour la migration des travailleurs hautement qualifiés, une numérisation et une rationalisation plus poussées de la procédure générale de migration de travail et la mise en place de garanties supplémentaires pour le travailleur migrant. De cette manière par exemple, il a été convenu au sein de la CIM Migration et Intégration que les titulaires de permis unique qui perdent leur carte en raison d'une fraude sociale de la part de leur employeur disposeront de 180 jours, au lieu de 90, pour chercher un nouvel emploi.

Protection des mineurs

Une politique migratoire ne doit pas seulement prendre en compte les procédures de séjour, mais aussi la protection des personnes vulnérables qui ont déjà obtenu un statut de séjour. En particulier, les mineurs appartenant à des familles recomposées doivent être protégés contre l'enlèvement à l'étranger par l'un des parents. C'est pourquoi il a été décidé de délivrer une carte de séjour électronique aux enfants de moins de 12 ans. Cette carte permettra une identification probante à l'entrée et à la sortie, et donc un contrôle efficace de l'enlèvement international d'enfants par un parent. Jusqu'à présent, seule une kids-ID en carton était délivrée. Un arrêté royal instaurant ce dispositif sera publié cet automne. Si un mineur est signalé comme risquant d'être enlevé, celui-ci ne pourra effectivement plus quitter l'espace Schengen.

de maatregelen die overeengekomen werden met de Gewestelijke ministers van Werk op de Interministeriële Conferentie Migratie en Integratie van groot belang. Het blijft primordiaal dat ook op het niveau van de Gewesten een nauwgezette controle wordt uitgevoerd of voldaan is aan de voorwaarden. In geval van de Gewesten gaat het om de voorwaarden voor de toelating tot werk aan de buitenlandse werknemer om voor een specifieke werkgever te komen werken in België. Het is die toelating tot werk door de Gewestelijke administratie die de basis vormt voor de toekenning van het verblijf door de Dienst Vreemdelingenzaken.

Gezien het belang van arbeidsmigratie, wordt er een zo efficiënt mogelijk procedure voorzien, die ook de nodige waarborgen voorziet tegen misbruik.

In 2023 werd de wetgeving gewijzigd om de procedure arbeidsmigratie voor onderzoekers in te kantelen in de gecombineerde vergunningsprocedure en werd de statuutswijziging naar de gecombineerde vergunning vanuit België ruimer mogelijk gemaakt.

Verschillende van de structurele wetgevende voorstellen worden voorbereid of al besproken binnen de regering, zoals een efficiëntere procedure voor hooggekwalificeerde arbeidsmigratie, een diepgaandere digitalisering en stroomlijnen van de algemene procedure voor arbeidsmigratie en het voorzien van bijkomende waarborgen voor de arbeidsmigrant. Zo werd bijvoorbeeld binnen de IMC Migratie en Integratie overeengekomen dat houders van een gecombineerde vergunning die hun kaart verliezen omwille van sociale fraude van hun werkgever, geen 90 maar 180 dagen krijgen om een nieuwe job te zoeken.

Bescherming minderjarigen

Een migratiebeleid moet niet enkel oog hebben voor de verblijfsprocedures, maar ook voor de bescherming van kwetsbare personen die al een verblijfsstatuut verkregen. Met name minderjarigen die behoren tot gemengde gezinnen, moeten beschermd worden tegen ontvoering naar het buitenland door één van de ouders. Om die reden heb ik besloten om aan kinderen onder de 12 jaar een elektronische verblijfskaart af te geven. Deze kaart maakt een sluitende identificatie mogelijk bij in- en uitreis, en dus een sluitende controle op internationale kinderontvoering door een ouder. Tot nu toe werd enkel een kartonnen kids-ID afgegeven. Een koninklijk besluit met die regeling wordt dit najaar gepubliceerd. Als een minderjarige geseind staat met risico van ontvoering, zal deze het Schengengebied effectief niet meer kunnen verlaten.

Simplification administrative pour les citoyens européens

Chaque année, le groupe le plus important de nouveaux arrivants est celui des citoyens européens qui viennent vivre en Belgique. Comme ce groupe augmente chaque année, la charge de travail des communes et de l'Office des Étrangers augmente également. Afin de continuer à combiner des contrôles approfondis avec une procédure rapide, une réforme de cette procédure a été lancée, la première étape étant d'adapter la demande. Le 1^{er} janvier 2024, un arrêté royal entrera en vigueur qui simplifiera considérablement cette première étape entre la demande et l'enregistrement. Actuellement, un document de demande est d'abord délivré, et seulement quelques mois plus tard, la carte électronique. Le nouvel arrêté royal stipule que chaque demande d'enregistrement doit immédiatement contenir tous les documents permettant de statuer sur la demande, afin que la commune puisse délivrer immédiatement la carte électronique. Une instruction supplémentaire stipule que le contrôle de résidence peut déjà être effectué dès le premier enregistrement numérique, de sorte qu'il n'y a pas non plus de perte de temps. L'objectif est de pouvoir achever la procédure en une seule visite au guichet, afin de réduire la charge de travail des communes, tout en maintenant le contrôle des conditions de séjour.

Protection des données à l'Office des Étrangers

Un projet de loi visant à protéger les données traitées par l'Office des Étrangers est en cours de préparation. L'Office des Étrangers traite un très grand nombre de données ainsi qu'un très grand nombre de données sensibles (récits de vol, toutes les données sur les revenus et la vie familiale des étrangers, les données médicales et les faits d'ordre public), et ne dispose pas d'un cadre légal complet réglant le traitement, la correction et le partage de ces données. Par exemple, la période de conservation des données est actuellement de 75 ans. L'autorité chargée de la protection des données a demandé à plusieurs reprises qu'un cadre légal approprié soit mis en place. Celui-ci est désormais prêt. Par exemple, les périodes de conservation sont fixées de 5 à 10 ans après que les données ne soient plus nécessaires pour établir ou retirer le droit de séjour.

Accessibilité des services et de l'information

Site web avec les chiffres de la migration

Le service statistique de l'Office des Étrangers, le Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires "Myria" et l'office statistique STATBEL travaillent ensemble sur une plateforme de données qui constituera la base d'un site web sur lequel toutes les données disponibles sur la

Administratieve vereenvoudiging Europese burgers

De grootste groep nieuwkomers is elk jaar opnieuw de groep van Europese burgers die in België komen wonen. Aangezien deze groep de elk jaar stijgt, stijgt ook de werkdruk voor de gemeenten en de Dienst Vreemdelingenzaken. Om een grondige controle te kunnen blijven combineren met een snelle procedure, werd er een hervorming van deze procedure ingezet, met als eerste stap een aanpassing van de aanvraag. Op 1 januari 2024 treedt een Koninklijk Besluit in werking dat die eerste stap van aanvraag tot inschrijving aanzienlijk vereenvoudigt. Op dit moment wordt eerst een document van aanvraag afgegeven, en enkele maanden later pas de elektronische kaart. Het nieuwe Koninklijk Besluit regelt dat elke aanvraag tot inschrijving onmiddellijk alle documenten moet bevatten om over de aanvraag te beslissen, zodat de gemeente onmiddellijk tot afgifte van de elektronische kaart kan overgaan. Een bijkomende instructie regelt dat de woonstcontrole al vanaf de eerste digitale aanmelding kan gebeuren, zodat ook daarmee geen tijd verloren gaat. Het is de bedoeling om met één enkel loketbezoek de procedure te kunnen afronden, om op die manier de werklast bij de lokale besturen te beperken, terwijl de controle op de verblijfsvoorwaarden behouden blijft.

Databescherming Dienst Vreemdelingenzaken

Een wetsontwerp tot bescherming van de gegevens die door de Dienst Vreemdelingenzaken worden verwerkt wordt voorbereid. De Dienst Vreemdelingenzaken verwerkt zeer veel gegevens en ook zeer veel gevoelige gegevens (vluchtverhalen, alle gegevens over het inkomen en het gezinsleven van vreemdelingen, medische gegevens en feiten van openbare orde), en heeft geen alomvattende wettelijke regeling voor het verwerken, verbeteren en delen van die gegevens. De bewaartermijn voor gegevens is op dit moment bijvoorbeeld 75 jaar. De gegevensbeschermingsautoriteit vroeg al meermaals om een degelijke wettelijke regeling te voorzien. Die is nu klaar. Er worden, bijvoorbeeld, bewaartermijnen ingesteld van 5 tot 10 jaar nadat de gegevens niet meer nodig zijn voor het vaststellen of intrekken van het verblijfsrecht.

Toegankelijkheid van de diensten en van informatie

Website Migratiecijfers

De dienst Statistiek van de Dienst Vreemdelingenzaken, het Federaal centrum voor de analyse van de migratiestromen "Myria" en de dienst voor Statistiek STATBEL werken samen aan een dataplatform dat de basis zal vormen van een website waarop alle beschikbare data

migration en Belgique pourront être rendues accessibles au grand public. Rendre accessible des données agrégées actualisées n'a pas été possible techniquement jusqu'à présent car celles-ci sont dispersées dans les consulats, les municipalités, l'Office des Etrangers et le Commissariat général aux réfugiés et apatrides, et STATBEL. Afin d'éviter que le site web ne soit qu'une photo ponctuelle, il faut mettre en place une structure de données qui puisse collecter et transmettre toutes ces données de manière régulière. Actuellement, des ponts sont jetés entre les institutions susmentionnées, en coopération avec le Centre d'analyse des flux migratoires Myria, afin de pouvoir présenter des chiffres actualisés avec une régularité suffisante. Parallèlement à ce processus, un Wireframe a été préparé pour intégrer les graphiques dans un site web clair et bien organisé, et le logiciel nécessaire a été fourni pour que ces graphiques puissent être immédiatement téléchargés à des fins éducatives et partagés par la presse et d'autres acteurs, via un autre site web ou par le biais des médias sociaux.

En outre, le site web de l'Office des Etrangers est continuellement mis à jour et enrichi d'informations sur les procédures de séjour en néerlandais, en français et en anglais. La disponibilité du service téléphonique Infodesk a été élargie cette année. À court terme, d'autres modifications seront apportées au site web dans le but de rendre l'information aussi accessible que possible à tous et de décharger l'Office des Étrangers des questions simples dont la réponse se trouve sur le site web.

AR Cumul

Enfin, le régime de contribution pour les demandeurs d'asile qui travaillent a également été réformé. Bien qu'un mécanisme ait été mis en place depuis 2011, les législatures précédentes ne s'étaient jamais engagées à assurer un suivi clair et une perception efficace de ces contributions. Avec la révision de l'AR Cumul, une contribution équitable sera désormais demandée à tous les résidents qui travaillent dans le réseau d'accueil. Cela semble plus qu'équitable. Si l'on ne veut pas contribuer, il y a diverses sanctions, y compris l'exclusion du réseau d'accueil. Il s'agit donc d'une pierre angulaire solide à la politique d'activation que nous continuons également à mener avec détermination.

omtrent de migratie in België voor het grote publiek toegankelijk gemaakt kunnen worden. Het toegankelijk maken van actuele geaggregeerde data was tot op heden technisch niet mogelijk gezien deze verspreid bijgehouden worden bij de consulaten, gemeenten, de Dienst Vreemdelingenzaken en het Commissariaat-Generaal voor de Vluchtelingen en Staatlozen, en STATBEL. Om te vermijden dat de website louter bestaat uit een eenmalige foto, dient er een datastructuur opgezet te worden dat al deze gegevens op regelmatige basis kan verzamelen en doorsturen. Op dit moment worden de bruggen gelegd tussen genoemde instellingen, in samenwerking met het Centrum voor de analyse van de migratiestromen Myria, om met voldoende regelmaat de actuele cijfers te kunnen presenteren. Gelijktijdig met dit traject werd een Wireframe opgesteld voor het inbedden van de grafieken in een duidelijke en overzichtelijke website, en werd bovendien de nodige software voorzien zodat deze grafieken meteen gedownload kunnen worden voor onderwijsdoelen en gedeeld kunnen worden door de pers en andere actoren, via een andere website of via sociale media.

Daarnaast wordt de website van de Dienst Vreemdelingenzaken continu geüpdatet en uitgebreid met informatie over de verblijfsprocedures in Nederlands, Frans en Engels. De beschikbaarheid van de telefonische Infodesk werd dit jaar uitgebreid. Op korte termijn worden bijkomende wijzigingen doorgevoerd aan de website met als doel de informatie zo toegankelijk mogelijk te maken voor iedereen en de Dienst Vreemdelingenzaken te ontlasten voor eenvoudige vragen waarop het antwoord op de website kan gevonden worden.

KB Cumul

Tot slot werd ook de bijdrageregeling voor werkende asielzoekers hervormd. Hoewel er sinds 2011 een mechanisme bestond, werd er in de afgelopen legislaturen nooit ingezet op een duidelijke monitoring en een efficiënte inning van deze bijdragen. Met een herziening van het KB Cumul zal nu een faire bijdrage gevraagd worden van alle werkende bewoners in het opvangnetwerk. Dat is niet meer dan fair. Indien men geen bijdrage wil leveren, zijn er verschillende sancties waaronder de uitsluiting uit het opvangnetwerk. Dit vormt dan ook een degelijk sluitstuk op het activeringsbeleid dat we ook nog volop blijven voeren.

Réforme structurelle 2: l'axe institutionnel

Audit externe des services d'asile et de migration et ébauche d'une intégration des services

La réalisation d'un audit externe des services d'asile et de migration est un point qui figurait dans l'accord de gouvernement. Au début de ce gouvernement, mon prédécesseur a immédiatement initié ce processus. Cela a conduit à la fourniture d'un rapport volumineux contenant plusieurs recommandations l'année dernière.

L'objectif de l'audit était de déterminer comment et où nous pouvons renforcer le fonctionnement des services d'asile et de migration. En effet, des services fonctionnant de manière optimale sont nécessaires pour offrir des procédures rapides et de qualité. De cette manière, la grande expertise qui existe dans les différents services peut être encore mieux exploitée.

Ces recommandations sont actuellement pleinement mises en œuvre. À cet effet, un comité de pilotage a été mis en place, composé de délégués des différents services. Ce groupe de pilotage se réunit tous les mois. L'état des lieux est dressé et des informations sont échangées entre les différents services. Cela permet d'assurer la poursuite de la mise en œuvre des recommandations.

Plusieurs mesures utiles ont déjà été mises en œuvre. Elles couvrent différents domaines. Par exemple, des mesures ont été prises pour renforcer l'approche en chaîne, poursuivre le déploiement de l'immigration électronique et optimiser la politique du personnel. Des travaux ont également été menés pour améliorer l'accessibilité de l'Office des Étrangers. Dans ce contexte, il convient de mentionner que le site web du DSC a été mis à jour et que de nouvelles fonctions ont été ajoutées.

La mise en œuvre des recommandations de l'audit se poursuivra également sans relâche au cours de l'année à venir.

Une recommandation particulière du rapport d'audit concerne l'organisation des différents services. Le rapport indique qu'une intégration plus poussée des services, voire une unification de l'OE, du CGRA et de Fedasil, pourrait permettre de réaliser de nombreux gains d'efficacité. Un bureau externe a été désignée pour approfondir et concrétiser cette recommandation. En collaboration avec le comité de pilotage susmentionné, un projet est en cours d'élaboration afin de dresser un tableau de ce que pourrait être l'intégration des différents services. À cet effet, un certain nombre de paramètres sont bien sûr pris en compte. L'indépendance du CGRA en ce qui concerne ses pouvoirs de décision reste également intacte. Dans le cadre de l'approche 3+1, le pouvoir

Structurele hervorming 2: De institutionele as

Externe audit asiel- en migratiediensten en Blauwdruk Integratie diensten

Het uitvoeren van een externe audit bij de asiel- en migratiediensten is een punt dat werd opgenomen in het regeerakkoord. Bij de opstart van deze regering heeft mijn voorganger onmiddellijk dit proces in gang gezet. Dat leidde vorig jaar tot de oplevering van een lijvig rapport met verschillende aanbevelingen.

Het doel van de audit was om na te gaan hoe en waar we de werking van de asiel- en migratiediensten kunnen versterken. Optimaal functionerende diensten zijn immers noodzakelijk om snelle en kwaliteitsvolle procedures te kunnen aanbieden. Zo kan de grote expertise die er bij de verschillende diensten bestaat nog beter tot haar recht komen.

Deze aanbevelingen worden momenteel volop uitgevoerd. Hiertoe werd er een stuurgroep opgericht die bestaat uit afgevaardigden van de verschillende diensten. Deze stuurgroep komt maandelijks samen. De stand van zaken wordt overlopen en informatie tussen de verschillende diensten wordt uitgewisseld. Dit zorgt er mede voor dat de uitvoering van de aanbevelingen doorgaat.

Verschillende nuttige maatregelen werden al uitgevoerd. Deze beslaan verschillende domeinen. Zo werden er onder meer maatregelen genomen om de ketenbenadering te versterken, e-migration verder uit te rollen en het personeelsbeleid te optimaliseren. Ook werd er gewerkt aan een betere bereikbaarheid van de DVZ. In dat kader valt te vermelden dat de website van de DVZ werd geüpdatet en dat er nieuwe functies aan toegevoegd werden.

Ook het komende jaar zal de uitvoering van de aanbevelingen van de audit onverminderd verdergaan.

Een bijzondere aanbeveling uit het auditrapport betreft de organisatie van de verschillende diensten. Het rapport geeft aan dat een verdere integratie van de diensten, en zelfs een eenmaking van de DVZ, het CGVS en Fedasil, veel efficiëntiewinsten kan opleveren. Om deze aanbeveling verder uit te werken en te concretiseren werd een extern bureau aangesteld. Samen met de bovengenoemde stuurgroep wordt er gewerkt aan een blauwdruk die een beeld moet schetsen van hoe de integratie van de verschillende diensten er kan uitzien. Daarbij wordt er uiteraard rekening gehouden met een aantal parameters. De onafhankelijkheid van het CGVS inzake hun beslissingsbevoegdheid blijft een belangrijke hoeksteen. Vanuit de 3+1 benadering blijft

judiciaire, en particulier le CCE, continue de garantir son indépendance.

L'ébauche sera finalisée avant la fin de cette législature. Les propositions qui y seront faites pourront nourrir la politique future. L'accent est également mis sur une ébauche spécifique du Centre d'arrivée 2.0, en coopération avec des collègues des Pays-Bas et de l'EUAA.

CIM Migration et Intégration

Une plate-forme de consultation structurelle entre les décideurs politiques responsables des domaines de la migration et de l'intégration est nécessaire pour assurer une bonne coordination et une politique cohérente en matière de migration et d'intégration. C'est pourquoi la Conférence interministérielle sur la migration et l'intégration a été créée.

La Conférence interministérielle Migration et Intégration, complétée par les différents ministres de l'Emploi, a été réunie en juillet 2023 pour convenir de mesures pratiques et législatives concrètes autour de la migration de travail et de l'emploi des demandeurs d'asile.

La migration de travail est un élément important de la réponse à la pénurie persistante sur le marché du travail belge. À cette fin, la procédure doit être aussi efficace que possible, tant au niveau régional que fédéral, en accordant l'attention nécessaire aux éventuels abus, le cadre législatif doit être optimisé et des efforts continus doivent être déployés pour approfondir et étendre la numérisation via la plateforme numérique "working in Belgium".

Parmi les mesures concrètes que les ministres compétents ont validées au cours de cette CIM figurent l'introduction de motifs supplémentaires de refus de la procédure de permis unique afin de lutter contre les abus, l'information la plus précoce et la plus complète possible du travailleur migrant sur ses droits du travail, la possibilité pour le travailleur migrant de commencer à travailler dès que possible après son arrivée en Belgique dans l'attente des formalités nécessaires, et le contrôle continu des délais de traitement. Les ministres compétents ont également convenu de prévoir des modules d'intégration spécifiques pour les travailleurs migrants, adaptés au groupe cible.

La migration économique et l'emploi des demandeurs d'asile se situent à l'intersection de différents domaines de compétence, l'emploi et l'intégration venant bien sûr s'ajouter à la migration. Il reste important à l'avenir de disposer d'un forum sur ces sujets et d'autres afin de

de rechterlijke macht, met name de RVV, zijn onafhankelijkheid gewaarborgd.

De blauwdruk zal tijdens deze legislatuur worden gefinaliseerd. De voorstellen die in deze blauwdruk zullen worden opgenomen kunnen het toekomstige beleid voeden. Er wordt ook ingezet op een specifieke blauwdruk van het Aanmeldcentrum 2.0 in samenwerking met collega's uit Nederland en EUAA.

IMC Migratie en Integratie

Een structureel overlegplatform tussen beleidsverantwoordelijken voor de domeinen migratie en integratie is nodig om goed op elkaar af te stemmen en een coherent migratie- en integratiebeleid te voeren. Daarom werd de Interministeriële Conferentie voor Migratie en Integratie opgericht.

De Interministeriële conferentie Migratie en Integratie aangevuld met de verschillende ministers van Werk werden in juli 2023 samengebracht om concrete praktische en wetgevende maatregelen af te spreken rond arbeidsmigratie en de tewerkstelling van asielzoekers.

Arbeidsmigratie is een belangrijk deel van het antwoord voor de blijvende krapte op de Belgische arbeidsmarkt. Daarvoor moet de procedure zo efficiënt mogelijk gebeuren zowel bij de Gewesten als het federale niveau met de nodige aandacht voor mogelijk misbruik, moet het wetgevend kader geoptimaliseerd worden én moet blijvend ingezet worden op de verdieping en uitbreiding van de digitalisering via het digitaal platform "working in Belgium".

Enkele concrete maatregelen die de bevoegde ministers valideerden tijdens deze IMC zijn het invoeren van bijkomende weigeringsgronden voor de gecombineerde vergunningsprocedure om misbruik tegen te gaan, het zo vroeg en zo uitgebreid mogelijk informeren van de arbeidsmigrant over zijn arbeidsrechten, het mogelijk maken dat de arbeidsmigrant zo kort mogelijk na aankomst in België kan beginnen werken in afwachting van de nodige formaliteiten en het continu monitoren van de behandelingstermijnen. De bevoegde ministers gingen ook akkoord om specifieke inburgeringsmodules te voorzien voor arbeidsmigranten die zijn afgestemd op de doelgroep.

Arbeidsmigratie en tewerkstelling van asielzoekers bevindt zich op het snijpunt van verschillende bevoegdheidsdomeinen, met naast migratie natuurlijk tewerkstelling en integratie. Het blijft ook in de toekomst belangrijk om op deze en andere thema's een forum te hebben

coordonner régulièrement les domaines politiques et d'assurer la cohérence des politiques.

Politique de retour proactive

Avec l'introduction de l'accompagnement au retour, nous ajoutons un élément qui faisait défaut jusqu'à récemment, créant ainsi un handicap majeur dans la politique de retour. Les situations que nous avons connues à Bruxelles ces derniers mois sont en partie dues à ce manque de suivi qui dure depuis des décennies. Au courant de cette législature une réforme approfondie de la politique de retour a déjà été réalisée, avec un suivi individuel et proactif des personnes en séjour irrégulier dans notre pays. Ainsi, 53 conseillers sont aujourd'hui employés par l'OE et au moins 13 autres seront recrutés à l'automne prochain. Nous disposons aujourd'hui de plus de 20 sites répartis sur l'ensemble du territoire et de plus de 40 guichets où est organisé cet accompagnement au retour. Et ce réseau ne cesse de s'étendre. Un nouveau guichet a ouvert ses portes à Malines le 1^{er} septembre.

Mais nous ne restons pas non plus les bras croisés en ce qui concerne le volet retour forcé. Avec le paquet législatif, nous prévoyons l'introduction d'escorteurs de l'OE. Ceux-ci pourront également exécuter des mesures d'éloignement sous la surveillance de la police. En effet, la LPA souffre d'un manque de capacité permanent, ce qui freine considérablement les retours forcés. Cette nouvelle mission devrait être rapidement assumée par l'OE. Il en va de même pour l'obligation de coopérer qui rend possible la collecte obligatoire de tests médicaux tels que le test PCR. Comme nous pouvons supposer qu'à l'avenir nous serons plus souvent confrontés à des urgences médicales internationales, les procédures et les directives adéquates doivent être élaborées le plus rapidement possible. Les travaux relatifs à la mise en œuvre de ces deux mesures se poursuivront sans délai au cours des prochains mois.

En plus, le Plan intégré d'infrastructure relatif au retour qui a été approuvé par le gouvernement le 25 février 2022 a continué d'être exécuté. En ce moment même, d'importants travaux de rénovation sont en cours dans le centre fermé de Bruges, afin de garantir la viabilité de ce centre en attendant le nouveau centre de Jabbeke pour les prochaines années. Entre-temps, les offres ont également été reçues pour le centre de départ de Steenokkerzeel, ce qui fait entrer la phase d'adjudication pour ce centre important dans sa phase finale. Il en va de même pour le processus d'achat du terrain à Jabbeke où sera situé le centre qui remplacera celui de Bruges. Nous prévoyons de finaliser cet achat dans les mois à venir. En soumettant prochainement au Conseil des ministres les procédures d'adjudication

om regelmatig af te stemmen over de verschillende beleidsdomeinen heen om een coherent beleid te voeren.

Aanklampend terugkeerbeleid

Met de invoering van de terugkeerbegeleiding voegen we een element toe dat tot voor kort ontbrak en een belangrijke handicap was in het terugkeerbeleid. De situaties zoals we die we de afgelopen maanden zagen in Brussel zijn deels te wijten aan dit decennialange gebrek aan opvolging. Deze legislatuur werd een grondige hervorming van het terugkeerbeleid doorgevoerd, met een individuele en aanklampende opvolging, van mensen die onwettig op ons grondgebied verblijven. Zo zijn er ondertussen 53 begeleiders in dienst van DVZ en zullen er dit komend najaar nog zeker 13 aangeworven worden. We beschikken ondertussen over het hele grondgebied over al meer dan 20 locaties en meer dan 40 loketten waar deze terugkeerbegeleiding georganiseerd wordt. En dit netwerk breidt constant uit. Zo ging er op 1 september nog een nieuw loket open in Mechelen.

Maar ook wat betreft het luik gedwongen terugkeer zitten we niet stil. Met het wetgevend pakket voorzien we de invoering van DVZ escorteurs. Deze zullen onder begeleiding van de politie eveneens verwijderingsopdrachten kunnen uitvoeren. Omdat de LPA kampt met een continu gebrek aan capaciteit en dit een enorme rem zet op de gedwongen terugkeer, dient deze nieuwe opdracht door DVZ snel ter hand te worden genomen. *Idem* voor de medewerkingsplicht waarbij de verplichte afname van medische onderzoeken zoals de PCR-test mogelijk wordt. Gezien we ervan uit mogen gaan dat we in de toekomst nog vaker met internationale medische noodsituaties te maken zullen krijgen, moeten hiervoor zo snel mogelijk de juiste procedures en richtlijnen uitgewerkt worden. De komende maanden wordt onverwijld verder werk gemaakt van de implementatie van beide maatregelen.

Daarnaast kreeg ook het Geïntegreerde Infrastructuurplan Terugkeer (GIT) dat op werd goedgekeurd door de regering op 25 februari 2022 verdere uitvoering. Op dit moment wordt de laatste hand gelegd aan enkele belangrijke renovatiewerken in het gesloten centrum van Brugge die de leefbaarheid van dat centrum in afwachting van het nieuwe centrum in Jabbeke de komende jaren zal garanderen. Ondertussen zijn ook de offertes binnen voor het vertrekcentrum in Steenokkerzeel waarmee de aanbestedingsfase voor dit belangrijke centrum in een laatste etappe terechtkomt. Hetzelfde geldt voor het aankoopproces voor de het terrein in Jabbeke waar het centrum ter vervanging van dat in Brugge geplaatste zal worden. We plannen deze aankoop in de komende maanden af te ronden. Door

pour les centres de Jabbeke et de Jumet, ces centres seront également mis sur les rails.

Projets pilotes pour l'accueil et l'orientation des personnes en situation de séjour irrégulier

En outre, on reste déterminé à soutenir des projets pilotes locaux novateurs visant à trouver une solution durable pour les personnes sans autorisation de séjour grâce à un accompagnement intensif. Il s'agit à la fois d'explorer les possibilités d'obtenir un permis de séjour en Belgique, mais le retour ne doit pas non plus être un tabou. Les projets locaux peuvent recevoir un soutien financier à cette fin, mais le plus important est la coopération étroite et privilégiée offerte aux acteurs locaux avec l'Office des Étrangers et Fedasil pour parvenir à une solution durable dans les cas individuels.

Outre le projet d'accueil et d'orientation de Gand qui existe depuis un certain temps, plusieurs projets sont dans les starting-blocks depuis un certain temps et Fedasil et l'Office des Étrangers sont prêts à coopérer avec les acteurs locaux. Par exemple, nous espérons soutenir un projet pilote à Bruxelles dans un avenir proche, et nous sommes prêts à soutenir également un projet prévu à Anvers.

Activation

Jamais autant de demandeurs d'asile n'ont travaillé que ces dernières années. Plus de 10.000 demandeurs de protection internationale ont renforcé notre marché du travail dans de nombreux secteurs cette année. Ces chiffres records s'expliquent non seulement par les tensions sur le marché du travail, mais aussi par le revirement de la politique. Alors qu'auparavant, le point de départ était l'attente passive dans un centre d'accueil jusqu'à ce qu'une décision soit prise, nous sommes désormais pleinement engagés à libérer le potentiel des demandeurs d'asile.

Grâce à des partenariats avec les services régionaux de l'emploi ou les secteurs privés, nous menons plus que jamais le public cible vers le marché du travail. Prenons l'exemple de nos collaborations avec le secteur de la construction, où les employeurs et les partenaires sociaux ont mis en place un excellent partenariat afin d'attirer des talents sur nos chantiers. Ce modèle sera également étendu à l'agriculture et à l'horticulture, au secteur de l'intérim, aux soins de santé et à l'économie sociale. Pensez également à la coopération avec diverses organisations avec lesquelles Fedasil organise des journées de l'emploi pour mettre en contact différents employeurs avec des demandeurs de protection

binnen afzienbare tijd de aanbestedingsprocedures voor de centra in Jabbeke en Jumet aan de Ministerraad voor te leggen, zullen ook deze centra op de rails gezet worden.

Pilootprojecten voor de opvang en oriëntatie van mensen zonder wettig verblijf

Daarnaast blijven we inzetten op het ondersteunen van vernieuwende lokale pilootprojecten om door middel van intensieve begeleiding een duurzame oplossing te vinden voor mensen zonder wettig verblijf. Het gaat dan zowel om te onderzoeken of er mogelijkheden zijn om een verblijf in België te verkrijgen, maar ook terugkeer mag geen taboe zijn. Lokale projecten kunnen daarvoor financiële ondersteuning krijgen, maar belangrijker is de nauwe en geprivilegieerde samenwerking die aan de lokale actoren geboden wordt met de Dienst Vreemdelingenzaken en Fedasil om in de individuele dossiers tot een duurzame oplossing te komen.

Naast het Gentse Opvang & Oriëntatie-project dat al even loopt, staan verschillende projecten al enige tijd in de startblokken en staan Fedasil en de Dienst Vreemdelingenzaken klaar om samen te werken met de lokale actoren. Zo hopen we bijvoorbeeld op korte termijn een Brussels pilootproject te ondersteunen, en staan we klaar om ook een gepland Antwerps project te ondersteunen.

Activering

Nog nooit waren zoveel asielzoekers aan het werk als de afgelopen jaren. Meer dan 10.000 verzoekers om internationale bescherming hebben dit jaar onze arbeidsmarkt in tal van sectoren versterkt. Niet alleen de krapte op de arbeidsmarkt, maar ook de ommezwaai in het beleid heeft voor deze recordcijfers gezorgd. Waar vroeger het uitgangspunt was dat men passief moest wachten in een opvangcentrum tot er een beslissing werd genomen, zetten we nu volop in op het ontplooiën van het potentieel van asielzoekers.

Via partnerschappen met regionale arbeidsbemiddelingsdiensten of private sectoren leiden we meer dan ooit het doelpubliek naar de arbeidsmarkt. Denk aan onze samenwerkingen met de bouwsector waar werkgevers en sociale partners zich achter een mooie samenwerking hebben gezet om talent naar onze werf te krijgen. Dit model zal ook uitgebreid worden naar de land- en tuinbouw, de interimsector, de zorg en de sociale economie. Denk ook aan de samenwerking met verschillende organisaties waarmee Fedasil jobdagen organiseren om verschillende werkgevers te matchen met verzoekers om internationale bescherming in onze centra. Denk aan onze jobcoach die in een pilootfase

internationale dans nos centres. Pensez à notre job coach qui travaille à Anvers dans le cadre d'un projet pilote pour mettre en contact tous les acteurs sur le terrain. Notre nouvelle politique est également mise en œuvre dans de nombreux centres, car il est désormais clair pour tout le monde que le travail peut être une étape importante dans la vie des personnes concernées.

Et aussi notre société est gagnante grâce à la main-d'œuvre supplémentaire sur le marché du travail, tout comme les centres d'accueil sont gagnants grâce à des résidents satisfaits et la personne concernée est gagnante grâce à son revenu et à l'expérience qu'elle a acquise. En d'autres termes, tout le monde y gagne. Nous poursuivons donc sur cette nouvelle voie.

Soutien socio-économique (& Politique des grandes villes)

Une autre rupture avec le passé est le soutien socio-juridique apporté aux demandeurs de protection internationale résidant en dehors du réseau d'accueil. Ce groupe a souvent été négligé. Pour répondre à leurs préoccupations, un point d'information intégré sera mis en place dans les cinq grandes villes (Bruxelles, Gand, Anvers, Charleroi et Liège). Les citoyens pourront y poser de nombreuses questions sur leur procédure ou sur d'autres droits et obligations. Cela garantit également un investissement fort dans ces grandes villes, avec une injection qualitative d'expertise et de ressources pour soutenir ce groupe cible. C'est l'un des éléments pour lesquels je souhaite travailler davantage avec les grandes villes, en fonction de leurs problèmes. De cette manière, nous supprimons également un seuil pour les demandeurs d'asile qui souhaitent quitter volontairement un centre d'accueil pour laisser la place à quelqu'un d'autre. Cela nous permet également de nous concentrer sur les urgences dans les centres d'accueil et sur les besoins en dehors des centres d'accueil.

Réforme structurelle 3: l'axe européen

Cela fait presque 10 ans que l'on parle entre membres Européens d'une réforme en profondeur de la politique d'asile et de migration Européenne. Jamais nous n'avons été aussi proches d'un accord. Dans les mois à venir, un accord devrait être conclu sur le pacte européen sur la migration, qui comprend un engagement en faveur de frontières extérieures plus solides, d'un filtrage et d'une procédure rapide à la frontière, ainsi que d'une solidarité obligatoire entre les États membres. Ce pacte devrait être et sera complété par des partenariats intégrés avec des pays tiers autour de la Méditerranée et ailleurs. De cette manière, nous contrôlerons mieux les flux migratoires vers l'Europe et nous pourrions continuer à offrir une protection à ceux qui en ont vraiment besoin.

in Antwerpen aan de slag gaat om alle actoren op het terrein met elkaar in contact te brengen. Ook in tal van centra wordt aan de slag gegaan met ons nieuwe beleid, want het is ondertussen wel voor iedereen duidelijk dat werken een belangrijke stap kan zijn in het leven van betrokkenen.

En ook onze samenleving wint door de bijkomende werkrachten op de arbeidsmarkt, net als de opvangcentra winnen door tevreden bewoners en de betrokkene wint door zijn inkomsten én zijn opgedane ervaring. Een win-win-win met andere woorden. We blijven dan ook verder gaan op deze nieuwe weg.

Socio-economische ondersteuning (& Grootstedenbeleid)

Een andere breuk met het verleden, is de socio-juridische ondersteuning voor verzoekers om internationale bescherming die buiten het opvangnetwerk verblijven. Deze groep werd vaak over het hoofd gezien. Om tegemoet te komen aan hun bezorgdheden, wordt er binnen de 5 grootsteden (Brussel, Gent, Antwerpen, Charleroi & Luik) een geïntegreerd infopunt uitgebouwd. Daar zal men terecht kunnen voor tal van vragen over hun procedure of andere rechten en plichten. Dit zorgt er ook voor dat we sterk investeren in deze grootsteden, met een kwalitatieve injectie van expertise en middelen om deze doelgroep te ondersteunen. Dit vormt dan ook een van de elementen waarbij ik meer wil samenwerken met de grootsteden, op maat van hun problemen. Op deze manier werken we ook een drempel weg voor asielzoekers die een opvangcentrum vrijwillig willen verlaten om plaats te maken voor iemand anders. Daarnaast kunnen we zo een gedeelde focus bewaren op de urgenties binnen de opvangcentra en de noden buiten de opvangcentra.

Structurele hervorming 3: De Europese as

Al bijna 10 jaar wordt tussen Europese lidstaten gepraat over een grondige hervorming van het Europese asiel en migratiebeleid. Nooit waren we dichter bij een akkoord. De komende maanden moet een akkoord bereikt worden over het EU migratiepact, dat onder meer inzet op sterkere buitengrenzen, screening en een snelle procedure aan de grens en verplichte solidariteit tussen de lidstaten. Dat pact moet en zal worden aangevuld met geïntegreerde partnerschappen met derde landen rond de Middellandse zee en elders. Op die manier krijgen we meer controle op de migratiestromen naar Europa en kunnen we bescherming blijven bieden aan wie echt bescherming nodig heeft.

Le nouveau système commence par des contrôles aux frontières extérieures. Les migrants originaires de pays où le taux de reconnaissance est inférieur à 20 % et qui ne sont pas réellement des réfugiés seront soumis à la procédure rapide à la frontière. Il s'agit par exemple du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, du Sénégal, du Bangladesh et du Pakistan. Il s'agit d'une nouveauté absolue. Une telle procédure n'existe pas dans tous les pays aujourd'hui. Ces personnes obtiendront des réponses très rapidement, de sorte que le retour pourra également être organisé très rapidement. Les États membres situés aux frontières extérieures sont responsables du contrôle et de la mise en œuvre de la procédure rapide à la frontière, qui durera 12 semaines au maximum. La procédure rapide signifie que les personnes n'auront pas la possibilité de s'installer ou de créer un lien avec un pays, et que l'organisation du retour et de la réintégration dans le pays d'origine sera plus facile. Cependant, notre pays accorde une attention particulière au fait que les mineurs ne sont pas placés en détention dans le cadre de ces procédures.

En contrepartie, les autres États membres doivent également faire preuve de responsabilité et de solidarité à l'égard des États membres qui organisent cela aux frontières extérieures. La solidarité est obligatoire et repose sur le principe d'une répartition équitable des demandeurs d'asile dans l'Union européenne. Cela ne signifie pas que chaque pays sera obligé de prendre en charge les demandeurs d'asile provenant, par exemple, d'Italie, de Malte ou de Grèce. Les pays peuvent également faire preuve de solidarité en versant des contributions financières, mais celles-ci sont élevées afin d'assurer une solidarité suffisante.

La présidence belge du Conseil, qui débutera en janvier 2024, pourrait devoir compléter les trilogues pour parvenir à un accord final sur le pacte sur la migration. Ce pacte se compose de plusieurs volets.

L'asile

Le pacte européen sur l'asile et la migration vise à maîtriser l'afflux de demandeurs d'asile et à assurer une répartition équitable des demandeurs d'asile dans l'Union européenne. Les défis à relever dans ce domaine sont importants dans les différents États membres et l'attention portée à cette question l'est tout autant. Bien entendu, la Belgique part du principe que les principes du droit d'asile international doivent rester intacts, y compris le droit de chacun à chercher protection sur le sol européen.

Alors que les tentatives de parvenir à un compromis équilibré sur la politique européenne commune en matière d'asile ont échoué par le passé en raison de désaccords

Het nieuwe systeem vertrekt vanuit controle aan de buitengrenzen. Migranten uit landen waarbij de erkenningsgraad lager ligt dan 20 procent, en eigenlijk geen vluchtelingen zijn, zullen in de snelle grensprocedure terecht komen. Enkele voorbeelden daarvan zijn Marokko, Algerije, Tunesië, Senegal, Bangladesh, Pakistan. Dat is volledig nieuw. Zo'n procedure bestaat vandaag de dag niet in alle landen. Die mensen zullen heel snel antwoord krijgen, zodat ook de terugkeer heel snel kan worden georganiseerd. De lidstaten aan de buitengrenzen staan in voor de controle en de uitvoering van de snelle grensprocedure die maximum 12 weken zal duren. Door de snelle procedure krijgen mensen geen kans om zich te vestigen of een band op te bouwen met een land, en is de organisatie van terugkeer en re-integratie in het herkomst ook gemakkelijker. Ons land besteedt echter bijzondere aandacht aan het feit dat minderjarigen in deze procedure niet in detentie worden geplaatst.

Daartegenover staat natuurlijk dat andere lidstaten ook hun verantwoordelijkheid en solidariteit tonen met die lidstaten die dat aan de buitengrenzen organiseren. De solidariteit is verplicht en gebaseerd op principes dat asielzoekers eerlijk verdeeld worden over de Europese Unie. Dat betekent niet dat elk land verplicht zal worden om asielzoekers over te nemen van pakweg Italië, Malta of Griekenland. Landen kunnen hun solidariteit ook tonen door financiële bijdrages te leveren maar die zijn hoog net om de solidariteit voldoende af te dwingen.

Het Belgisch voorzitterschap van de Raad, dat in januari 2024 aanvangt, zal wellicht de triloggen moeten afronden om tot een finaal akkoord te komen over het migratiepact. Dat pact bestaat uit verschillende luiken.

Asiel

Het terug onder controle krijgen van de asielinstroom en de invoering van een eerlijke spreiding van asielzoekers in de EU vormt de kern van het Europees Asiel- en Migratiepact. De uitdagingen op dit terrein zijn groot in de verschillende lidstaten; de aandacht voor de thematiek is navenant. Uiteraard is het uitgangspunt van België daarbij dat de principes van het internationaal asielrecht overeind moeten blijven, inclusief het recht van eenieder om op Europese bodem bescherming te vragen.

Waar pogingen tot het bereiken van een evenwichtig compromis over het gemeenschappelijk Europees asielbeleid in het verleden strandden omwille van aanhoudende

persistants entre les États membres sur le principe de solidarité et la répartition des responsabilités, aujourd'hui, grâce au travail acharné de ces derniers mois, nous sommes dans une meilleure position. Les États membres sont déjà parvenus à un compromis sur le filtrage et l'enregistrement obligatoires des personnes arrivant aux frontières extérieures de l'UE en 2022. Des accords préliminaires ont été conclus entre les colégislateurs sur le règlement Qualification, le règlement Réinstallation et la directive Accueil. Plus tôt encore, l'Agence européenne pour l'asile a été créée pour aider les États membres à mettre en œuvre et à respecter leurs responsabilités nationales en matière d'asile.

Une véritable percée législative a eu lieu le 8 juin 2023. Après d'intenses négociations dans les capitales européennes, y compris à Bruxelles à l'initiative de la Belgique, un accord crucial a été trouvé au sein du Conseil sur le cœur du pacte: une procédure généralisée aux frontières a été inscrite dans le règlement relatif aux procédures d'asile (RPA) et une réforme du système de Dublin couplée – pour la première fois – à une solidarité obligatoire a été élaborée dans le règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration (RGAM). Récemment un accord a été conclu au sein du Conseil au sujet du règlement de crise. Cet instrument prévoit un large éventail de mesures qui peuvent être activées pour répondre aux situations de crise. Il rendra les États membres et donc l'Union plus résilients et absorbera les ondes de choc.

L'enjeu des prochains mois sera sans aucun doute la négociation des textes définitifs de ces instruments avec le Parlement européen; un processus législatif qui renforce les fondements du système d'asile européen.

La migration

Le nombre de migrants venant dans l'Union européenne pour des raisons d'études, de travail ou de famille dépasse de loin le nombre de demandeurs d'asile.

Au niveau européen, le pacte travaille à l'amélioration de la législation sur les migrations en provenance de pays tiers. La migration de travail est un canal migratoire important, d'autant plus que l'Europe – le continent vieillissant – joue un rôle de plus en plus important dans la course mondiale aux talents. Ce n'est pas un hasard si la directive Carte bleue a été le premier instrument du pacte adopté en 2021. L'objectif de la directive nouvelle/renouvelée est de créer un régime plus attrayant et plus efficace pour les travailleurs hautement qualifiés des pays tiers. L'accord de coopération entre l'État fédéral

meningsverschillen tussen de lidstaten over het solidariteitsbeginsel en de verdeling van verantwoordelijkheden, staan we er vandaag – dankzij het harde werk van de voorbije maanden – beter voor. De lidstaten bereikten reeds in 2022 een compromis over de verplichte screening en registratie van personen die aan de buitengrenzen van de EU aankomen. Er werden voorlopige akkoorden gesloten tussen de medewetgevers over de kwalificatieverordening, de hervestigingsverordening en de opvangrichtlijn. Nog eerder werd het Europees Asiel Agentschap opgericht, dat de lidstaten bijstaat in het implementeren en respecteren van hun nationale asielverantwoordelijkheden.

Op 8 juni 2023 kwam het tot een echte wetgevende doorbraak kwam. Na intensieve onderhandelingen in Europese hoofdsteden, waaronder in Brussel op Belgisch initiatief, werd binnen de Raad een cruciaal akkoord gevonden over de kern van het Pact: een veralgemeende grensprocedure werd verankerd in de asielpcedureverordening (APR) en een hervorming van het Dublinsysteem gekoppeld aan – voor het eerst – een verplichte solidariteit werd uitgewerkt in de Asiel- en Migratiemanagementverordening (AMMR). Recent werd er binnen de Raad ook een akkoord gevonden over de Crisisverordening. Dit instrument voorziet in een breed scala aan maatregelen die kunnen worden geactiveerd om te reageren op crisissituaties. Het zal de lidstaten en dus de Unie meer weerbaar maken en schokgolven opvangen.

De inzet voor de komende maanden wordt ongetwijfeld het onderhandelen van de definitieve teksten van deze instrumenten met het Europees Parlement; een wetgevend proces dat de fundamenteën van het Europees asielsysteem versterkt.

Migratie

Het aantal migranten dat naar de Europese Unie komen om studie-, arbeids- of gezinsredenen in de Europese Unie overtreft vele malen het aantal asielzoekers.

Op Europees niveau wordt in het kader van het Pact gewerkt aan de verbetering van wetgeving over migratie uit derde landen. Arbeidsmigratie is een belangrijk migratiekanaal, met name nu Europa – the ageing continent – zich steeds meer profileert in de global race for talent. Het is niet toevallig dat de Richtlijn Blauwe Kaart het eerste Pactinstrument was dat werd aangenomen in 2021. Het doel van de (ver)nieuwe richtlijn is om een aantrekkelijkere en effectievere regeling voor hoogopgeleide werknemers uit derde landen in het leven te roepen. Het Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat

et les Régions pour transposer cette directive sera discuté encore cette année au niveau des gouvernements respectifs.

La révision des directives Permis unique et Résident longue durée devrait également être finalisée au niveau européen au cours de la prochaine année de travail. En 2019, une évaluation de la Commission européenne a révélé que les ressortissants de pays tiers se heurtaient encore à trop d'obstacles pour pouvoir introduire une seule demande de permis de séjour et de permis de travail. La procédure de demande d'un permis unique devrait donc être plus efficace et plus courte. Enfin, l'intégration des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée d'un État membre favorise la cohésion économique et sociale, un objectif fondamental de l'UE.

Politique externe et coopération avec des pays tiers

La réforme des réglementations européennes et nationales en matière d'accès au territoire va de pair avec une gestion mieux contrôlée de la migration en coopération avec les pays d'origine et de transit. Le retour est et restera la clé de voûte de la politique migratoire. Cela nécessite un engagement diplomatique fort. Outre les nombreuses discussions et négociations, des accords de retour et de coopération ont été conclus avec le Sénégal, le Tchad, la République du Congo et le Liberia. Nous poursuivrons sur cette voie. Des efforts sont également déployés pour faire appliquer les accords existants.

Mais les efforts purement bilatéraux ne suffiront jamais à faire du retour une histoire large et réussie. Cela doit également se faire par le biais de processus internationaux et européens. Premièrement, la Belgique déploie des efforts dans le cadre des Nations Unies et de la mise en œuvre de son propre plan d'action au titre du pacte mondial sur les migrations, dont le retour est l'un des cinq domaines prioritaires.

Deuxièmement, une approche européenne plus unie est également nécessaire. Tous les acteurs européens sont désormais conscients de l'ampleur et de la complexité du problème. Un coordinateur européen chargé des retours a donc été nommé en mars 2022 afin de mettre en place un système européen de retour efficace et commun et d'améliorer la coordination des actions entre l'UE et les États membres. À cet égard, la Belgique fait office d'État membre modèle en matière de retour volontaire. Une nouvelle stratégie européenne de retour a été adoptée en janvier et des travaux sont également en cours sur un cadre pour la reconnaissance mutuelle au sein de l'Union des décisions de retour. Pendant la présidence belge, un nouveau cycle du mécanisme dit de l'article 25 bis, qui permet l'introduction de sanctions européennes

en de Gewesten ter omzetting van deze richtlijn, wordt nog dit jaar door de respectieve regeringen besproken.

Het is de bedoeling om in het komende werkjaar eveneens de herziening van de Richtlijnen Gecombineerde Vergunning en Langdurige Ingezetten af te ronden op Europees niveau. In 2019 bleek uit een evaluatie van de Europese Commissie dat er nog te veel belemmeringen zijn om als onderdaan van een derde land slechts één aanvraag te doen voor zowel een verblijfsvergunning als een arbeidsvergunning. De aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning moet dus doeltreffender en korter. Ten slotte bevordert de integratie van onderdanen van derde landen die langdurig in een lidstaat zijn gevestigd de economische en sociale cohesie, een fundamentele doelstelling van de EU.

Extern beleid en samenwerking met derde landen

De hervorming van de Europese en nationale regelgeving rond de toegang tot het grondgebied gaat hand in hand met een meer gecontroleerd beheer van migratie in samenwerking met herkomst- en transitlanden. Terugkeer is en blijft het sluitstuk van het migratiebeleid. Dit vergt een grote diplomatieke inzet. Naast vele gesprekken en onderhandelingen werden terugkeer- en samenwerkingsakkoorden met Senegal, Tsjaad, de Republiek Congo en Liberia afgesloten. Op die weg gaan we verder. Daarnaast wordt ook ingezet op het afdwingen van de reeds bestaande akkoorden.

Maar louter bilaterale inspanningen zullen nooit voldoende zijn om van terugkeer een breed en geslaagd verhaal te maken. Dat moet ook gebeuren via internationale en Europese processen. Ten eerste levert België inspanningen in de VN-context en in uitvoering van het eigen Actieplan onder de Global Compact on Migration, waar terugkeer één van de vijf focusgebieden is.

Ten tweede is er ook een meer verenigde Europese aanpak nodig. Alle Europese actoren zijn zich onderling bewust van de grootte en complexiteit van de problematiek. In maart 2022 werd daarom een EU-terugkeercoördinator aangesteld om een doeltreffend en gemeenschappelijk Europees terugkeersysteem op te zetten en de coördinatie van acties tussen de EU en de lidstaten te verbeteren. België functioneert in deze als een voorbeeldlidstaat voor vrijwillige terugkeer. In januari werd een nieuwe Europese terugkeerstrategie aangenomen en er wordt bovendien gewerkt aan een kader voor de wederzijdse erkenning in de Unie van terugkeerbeslissingen. Tijdens het Belgisch voorzitterschap kan een nieuwe cyclus opgestart worden van het zogenaamde artikel 25bis mechanisme, dat toelaat om

en matière de visas à l'encontre des pays tiers qui ne coopèrent pas suffisamment au retour de leurs propres ressortissants en séjour irrégulier, pourrait être lancé. Ce mécanisme est prometteur, mais les résultats sont mitigés et sujets à amélioration.

Tant au niveau national qu'européen, nous devrions nous concentrer davantage sur une approche globale des relations avec les pays tiers. Le voisinage européen, au sud et à l'est de l'Union, est une priorité géographique pour des raisons de proximité. Compte tenu du contexte spécifique, il convient d'envisager des partenariats équilibrés avec les pays d'origine, de transit et de destination. Cela signifie que les accords doivent inclure des éléments relatifs aux voies d'entrée légales, au renforcement local du statut de protection, à la gestion des frontières, au retour et à la réintégration. Mais le soutien de l'Europe à la lutte contre les causes profondes de la migration – qu'elles soient économiques, climatiques ou qu'elles passent par la structure de l'État – est également indispensable. La politique, le commerce, la croissance, les droits de l'homme et la migration ne peuvent être dissociés. Nous avons besoin de politiques cohérentes tant au niveau national qu'au niveau européen. Pour ce faire, nous envisageons dans un premier temps des partenariats intégrés avec des pays d'Afrique du Nord.

Enfin, l'engagement de la Belgique et de l'UE est de contribuer à la recherche de solutions aux problèmes des réfugiés aux quatre coins du monde. Comme on le sait, une multitude de personnes en fuite sont accueillies en dehors de l'Union. Un dialogue avec ces pays, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les nombreuses ONG actives sur le terrain aura lieu en décembre lors du Forum mondial sur les réfugiés des Nations Unies.

Gérer la crise de l'accueil

La de l'accueil fait naturellement l'objet d'une attention particulière et quotidienne de ma part. Au cours de l'année écoulée, le nombre de demandes d'asile s'est maintenu à un niveau très élevé: 36.740 demandes ont été déposées en 2022, et nous ferons probablement tomber des chiffres similaires en 2023. Nous constatons que la pression sur tous les systèmes d'asile et d'accueil européens augmente fortement. Tout le monde est confronté aux mêmes défis. Des campagnes de prévention ont été lancées et seront maintenues.

Actuellement, le réseau d'accueil dispose de près de 36.000 places d'accueil (34.400 places régulières et 1500 via Bruxelles), plus de 4000 places d'accueil supplémentaires et 14 nouveaux centres d'accueil ont été ouverts d'ici 2022, notamment avec l'aide du NCCN, de

Europese visumsancties in te voeren tegen derde landen die onvoldoende meewerken met de terugkeer van eigen onderdanen in onwettig verblijf. Dit mechanisme is veelbelovend, maar de resultaten zijn gemengd en kunnen verbeterd worden.

Terugkeer is uiteraard slechts één aspect van het externe migratiebeleid. Zowel nationaal als Europees moeten we meer inzetten op een allesomvattende benadering in de relaties met derde landen. Het Europees nabuurschap, zowel ten zuiden als ten oosten van de Unie, is daarbij een geografische prioriteit omwille van de nabijheid. Met inachtneming van de specifieke context, moet gekeken worden naar evenwichtige partnerschappen met de landen van oorsprong, transit en bestemming. Dat betekent dat akkoorden elementen moeten bevatten met betrekking tot legale toegangswegen, het lokaal versterken van het beschermingsstatuut, grensbeheer, terugkeer en re-integratie. Maar ook de Europese steun voor het tegengaan van grondoorzaken van migratie – zij het economisch, klimatologisch of via staatsopbouw – is broodnodig. Politiek, handel, groei, mensenrechten en migratie kunnen niet los van elkaar gezien worden. Zowel nationaal als op Europees niveau hebben we een coherent beleid nodig. We kijken daarvoor in eerste instantie naar geïntegreerde partnerschappen met de Noord-Afrikaanse landen.

Ten slotte is het een engagement van België en de EU om bij te dragen tot het zoeken naar oplossingen voor de vluchtelingenproblematiek in alle uithoeken van de wereld. Zoals bekend wordt een veelvoud van de mensen op de vlucht opgevangen buiten de Unie. Met deze landen, het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de VN en de vele NGOs die lokaal actief zijn zal in december een dialoog plaatsvinden tijdens het Global Refugee Forum van de Verenigde Naties.

Het beheren van de opvangcrisis

De opvangcrisis heeft natuurlijk mijn bijzondere, dagelijkse aandacht. In het afgelopen jaar is het aantal asielaanvragen op een heel hoog niveau gebleven: in 2022 werden 36.740 aanvragen ingediend, in 2023 zullen we waarschijnlijk afkloppen op vergelijkbare aantallen. We zien dat de druk op alle Europese asiel- en opvangsystemen fors aan het toenemen is. Iedereen zit met dezelfde uitdagingen. Waar mogelijk werden ontradingcampagnes opgestart en zal dat verder gezet worden.

Op dit moment telt het opvangnetwerk bijna 36.000 opvangplaatsen (34.400 reguliere plaatsen en 1500 via Brussel), er werden in 2022 meer dan 4000 extra opvangplaatsen en 14 nieuwe opvangcentra geopend, oa met de hulp van het NCCN, Defensie en Civiele

la Défense et de la Protection civile. Les prochains mois on continuera à travailler afin d'essayer d'offrir une place à tout demandeur d'asile.

On se rend compte que, ce faisant, on demande une fois de plus un effort supplémentaire à tous les partenaires de la chaîne d'asile et d'accueil (Fedasil, CGRA, OE, CCE), mais aussi aux administrations locales, au-delà des clivages politiques, pour remplir cette tâche de manière efficace. Le réseau d'accueil de Fedasil et de ses partenaires n'est pas seulement le plus grand réseau jamais organisé par la Belgique, c'est aussi la plus longue période pendant laquelle une telle gestion a été nécessaire. Mes services et ses partenaires ne font pas un sprint comme en 2015-2016, ils courent un marathon et rencontrent de plus en plus d'obstacles dans leur fonctionnement. Ils ont besoin d'un cadre opérationnel adapté et je me réjouis que la task force qui vient d'être créée en soit consciente. En effet, il ne faut pas oublier que cet effort s'ajoute aux 75.000 Ukrainiens qui se sont tournés vers la Belgique depuis le début de la guerre et qui continuent à le faire quotidiennement.

Ces derniers mois, on a continué à développer l'accueil qualitatif de groupes cibles tels que les MENA pour atteindre des chiffres historiquement élevés, ce qui nous permet d'être mieux préparés pour les mois à venir, mais là encore, un soutien supplémentaire de la part des Communautés est nécessaire. On a également investi dans une nouvelle politique concernant les jeunes âgés de 18 à 21 ans: après tout, la différence entre l'intensité du conseil jusqu'à 18 ans et entre 18 ans et 1 jour était trop importante. Ce faisant, on s'est aligné sur une vision qui existe depuis longtemps dans le secteur traditionnel de l'aide à la jeunesse.

Outre le développement du réseau d'accueil, on a considérablement renforcé les services au cours de la période écoulée, car nous devons continuer à travailler sur une procédure d'asile plus rapide, mais aussi sur une organisation du travail plus efficace à court terme. L'année écoulée a vu une augmentation nette de plus de 80 ETP des effectifs des instances d'asile (OE, CGRA et CCE) et des recrutements supplémentaires sont prévus avec le soutien de Selor. Les effets se font sentir: par exemple, les résultats du CGRA ont augmenté d'environ 25 % par rapport aux années précédentes.

Afin d'améliorer la situation dans le réseau d'accueil, nous avons pris un nouvel ensemble de mesures qui forment le Plan d'hiver. Ce plan doit permettre de redonner des perspectives et de revenir à une situation où on accueille tout demandeur qui y a droit.

Bescherming. En ook de komende maanden zullen we ons blijven inzetten om te proberen elke verzoeker om internationale bescherming een plaats aan te bieden.

We beseffen dat we hierbij opnieuw een inspanning vragen van alle partners in de asiel-en opvangketen (Fedasil, CGVS, DVZ, RVV), maar ook aan de lokale besturen over partijgrenzen heen, om deze opdracht effectief in te vullen. Het opvangnetwerk van Fedasil en zijn partners is niet alleen het grootste netwerk dat België ooit organiseerde, het is de langste periode dat dergelijk beheer nodig was. Mijn diensten en zijn partners doen geen sprint zoals in 2015-2016, ze lopen een marathon en ervaren steeds vaker horden bij hun functioneren. Ze hebben hiervoor een aangepast werkingskader nodig en ik ben blij dat de Taskforce die recent werd opgestart zich hiervan bewust is. We mogen immers niet vergeten dat deze inspanning komt boven de 75.000 Oekraïners die sinds het uitbreken van de oorlog zich tot België hebben gewend en dat dagelijks blijven doen.

De afgelopen maanden werd de kwalitatieve opvang voor doelgroepen zoals NBMV verder uitgebouwd tot historisch, hoge aantallen, dit zorgt ervoor dat we beter voorbereid zijn op de komende maanden, maar ook hier is bijkomende ondersteuning vanuit de Gemeenschappen noodzakelijk. Daarnaast werd geïnvesteerd in een nieuw beleid rond jongeren die tussen 18-21 jaar zijn: het verschil tussen de begeleidingsintensiteit tot 18 jaar en vanaf 18 jaar en 1 dag was immers te groot. Hiermee aligneren we ons met een visie die al langer bestaan in de klassieke jeugdzorg.

Naast het uitbouwen van het opvangnetwerk, werden de diensten de afgelopen periode fors versterkt, we moeten immers blijven werken op een snellere asielprocedure, maar ook aan een efficiëntere werkorrganisatie op korte termijn. Het afgelopen jaar steeg het personeelsbestand bij de asielinstanties (DVZ, CGVS en RVV) netto met meer dan 80 VTE en nog bijkomende wervingen zijn voorzien met ondersteuning van Selor. Dit heeft zijn effect: bijvoorbeeld de output van het CGVS is met ongeveer 25 % gestegen in vergelijking met de voorbije jaren.

Om de situatie in het opvangnetwerk te verbeteren, hebben we een nieuwe reeks maatregelen ingevoerd, die het Winterplan vormen. Dat plan moet toelaten om opnieuw perspectief te geven en zo snel mogelijk terug te gaan naar een situatie waarbij we alle rechthebbenden opnieuw kunnen opvangen.

En outre, on continue à investir fortement dans les relations avec les administrations locales. Dans les semaines à venir, il y aura des sessions dans chaque province pour expliquer les mesures qui ont été prises ces dernières semaines pour reconnaître et encourager l'accueil individuel. Nous offrons aux gouvernements locaux de meilleures conditions financières générales, des incitations supplémentaires pour l'ouverture de nouveaux sites, une plus grande stabilité dans leurs accords avec Fedasil, davantage de possibilités de personnalisation et de nouvelles incitations à la coopération mutuelle. Les ambiguïtés du passé concernant les réserves sont également résolues.

Collaborer solidairement avec tous les niveaux politiques est payant, nous le prouvons chaque jour, par exemple dans la réalisation d'un bon fonctionnement avec la Région bruxelloise qui organise 1.500 places d'accueil ou par exemple avec l'administration locale de Molenbeek, Damme, Spa, ... et toutes les autres 98 administrations qui hébergent un centre d'accueil collectif petit ou plus grand sur leur territoire. Des moyens supplémentaires ont été dégagés pour qu'elles puissent bénéficier d'un soutien plus correct dans leurs efforts quotidiens et seront ancrés juridiquement dans les mois à venir.

Outre la création de nouvelles places une meilleure gestion de l'afflux est cruciale. L'année dernière, nous avons fait œuvre de pionnier européen en créant un centre d'accueil spécifique pour les personnes bénéficiant du statut de Dublin. La première évaluation de ce centre est terminée et elle est positive: en un an, 1.844 personnes y ont été placées. Au centre, la procédure de Dublin est achevée en 32 jours en moyenne, soit 28 % plus rapidement qu'à l'extérieur du centre. Plus la procédure est rapide, plus il est probable que l'État membre responsable donne son accord et qu'une personne puisse être transférée.

Le nombre total de transferts effectifs depuis notre pays est passé d'une moyenne de 60 par mois avant l'ouverture du centre à 101 par mois depuis lors. En huit mois cette année, 853 demandeurs d'asile ont déjà été transférés vers l'État membre responsable, soit 79 % de plus qu'au cours de la même période l'année dernière (477). Le nombre de demandeurs d'asile transférés au cours des huit premiers mois est donc déjà plus élevé que pour l'ensemble de l'année 2022 (831). Malgré le fait qu'un certain nombre d'États membres ne répondent pas à la demande de reprise en charge, l'Office des Étrangers a été en mesure de réaliser cette forte augmentation. La plupart des transferts sont effectués vers l'Autriche, l'Allemagne et la France. Il est clair que si l'on veut continuer dans cette voie, il faut prévoir une procédure accélérée (par exemple via un centre fast

Daarnaast wordt fors geïnvesteerd in de relaties met de lokale besturen. De komende weken wordt in alle provincies toegelicht welke maatregelen we de afgelopen weken heb genomen om de individuele opvang te erkennen en te stimuleren. We bieden de lokale besturen betere algemene, financiële voorwaarden, extra stimuli bij opening van nieuwe plaatsen, meer stabiliteit in hun overeenkomsten met Fedasil, meer mogelijkheden tot maatwerk en nieuwe stimuli voor onderlinge samenwerkingen. Ook onduidelijkheden uit het verleden omtrent reserves krijgen eindelijk een oplossing.

Solidair samenwerken met alle politieke niveaus loont, dat bewijzen we elke dag, bijvoorbeeld in de realisatie van een goede samenwerking met het Brussels Gewest die 1500 opvangplaatsen organiseren of bijvoorbeeld met het lokaal bestuur van Molenbeek, Damme, Spa, ... en alle andere 98 besturen die een klein of groter collectief opvangcentrum op hun grondgebied huisvesten. Ook voor hen werden bijkomende middelen vrijgemaakt zodat ze een correctere ondersteuning krijgen voor hun dagelijkse inspanning en zal die in de komende maanden wettelijk verankerd worden.

Naast plaatscreatie is een beter beheer van de instroom noodzakelijk. Vorig jaar hebben we hierin Europees pionierswerk verricht door de creatie van een specifiek opvangcentrum voor personen met een Dublin-statuu. De eerste evaluatie hiervan is afgerond en die is positief: op één jaar tijd werden 1.844 personen toegewezen aan het centrum. In het centrum wordt de Dublinprocedure op gemiddeld 32 dagen afgehandeld, 28 procent sneller dan buiten het centrum. Hoe sneller de procedure gaat, hoe meer kans dat de verantwoordelijke lidstaat akkoord gaat en iemand kan overgedragen worden.

Het totaal aantal effectieve overdrachten vanuit ons land steeg van gemiddeld 60 per maand voor de opening van het centrum naar 101 per maand sindsdien. Dit jaar werden op acht maanden tijd al 853 asielzoekers overgedragen naar de verantwoordelijke lidstaat, 79 % meer dan in dezelfde periode vorig jaar (477). Het aantal overgedragen asielzoekers ligt in de eerste acht maanden daarmee al hoger dan in heel 2022 (831). Ondanks het feit dat heel wat lidstaten niet antwoorden op de vraag tot terugname heeft DVZ toch deze sterke stijging kunnen realiseren. De meeste overdrachten gebeuren naar Oostenrijk, Duitsland en Frankrijk. Het is duidelijk dat we verder willen gaan op de ingeslagen weg, er moet een versnelde procedure (bijvoorbeeld Via een fasttrack centrum) komen voor personen waar de kans klein is dat ze bescherming zullen krijgen in België om verschillende

track) pour les personnes qui ont peu de chances de recevoir une protection en Belgique pour diverses raisons: elles ont déjà demandé une protection dans un autre pays européen, elles viennent de pays sûrs ou de pays où le niveau de protection est faible.

Enfin, il faut aussi faciliter l'écoulement. Il reste particulièrement difficile pour les réfugiés reconnus de trouver un logement convenable. La société civile et les Communautés pourront également jouer leur rôle dans ce domaine. Donner un bon départ aux nouveaux arrivants, c'est en effet investir dans leur participation et leur intégration dans notre société.

Enfin, on est convaincu que, grâce à des initiatives telles que le centre de réinstallation à Alveringem, nous parviendrons à intégrer la durabilité et stabilité dans le programme de réinstallation, là où elle faisait défaut ces dernières années.

Une approche européenne des mouvements migratoires primaires et secondaires, ainsi qu'une politique tampon (avec un minimum continu de 5.400 places tampons) pour l'accueil et la flexibilité des procédures et du personnel dans la chaîne d'asile, sont les ingrédients qui permettront d'atteindre une stabilité relative dans les années à venir.

Ukraine

Outre les derniers conflits géopolitiques au Moyen-Orient, on ne doit pas oublier que l'Ukraine souffre toujours de l'invasion russe. Aujourd'hui, plus de 75.000 personnes originaires d'Ukraine ont déjà trouvé refuge – temporairement ou non – dans notre pays grâce au statut européen de protection temporaire. Comme la menace sur le terrain demeure, l'afflux reste stable. Outre l'aide apportée sur le terrain, nous continuons à faire preuve de solidarité envers les réfugiés de guerre ukrainiens qui trouvent temporairement refuge dans notre pays. Dans le cadre de la répartition du Fonds Ukraine, fonds alimenté par les intérêts des fonds russes gelés dans notre pays, nous soumettrons une proposition en ce sens au groupe de travail intercabinets afin que cela puisse éventuellement être décidé.

Cet automne, comme l'année dernière, on veillera à ce qu'une procédure simplifiée soit mise en place pour le renouvellement des cartes des ressortissants ukrainiens bénéficiant d'un statut de protection temporaire. Les communes pourront renouveler les cartes de manière simple. D'autre part, nous vérifierons systématiquement si les personnes ont éventuellement demandé cette

redenen: ze hebben al bescherming gevraagd in een ander Europees land, ze komen uit de veilige landen of uit landen waar de beschermingsgraad laag ligt.

Tenslotte moet ook de uitstroom gefaciliteerd worden. Vooral voor erkende vluchtelingen blijft het bijzonder moeilijk om geschikte huisvesting te vinden. Het middenveld en de Gemeenschappen worden uitgenodigd om hier eveneens een rol te spelen. Nieuwkomers een goede start geven is immers investeren in hun participatie en integratie in onze samenleving.

Tenslotte maken we ons sterk dat dankzij initiatieven zoals het hervestigingscentrum in Alveringem, we erin zullen slagen om duurzaamheid en stabiliteit in het hervestigingsprogramma in te bouwen, daar waar dit de afgelopen jaren ontbrak.

Een Europese aanpak van de primaire en secundaire migratiebewegingen, naast een bufferbeleid (met continue minimaal 5400 bufferplaatsen) voor de opvang en proces-en personeelsflexibiliteit binnen de asielketen, zijn de ingrediënten om de komende jaren tot een relatieve stabiliteit te komen.

Oekraïne

Naast de meest recente geopolitieke conflicten in het Midden-Oosten, mogen we niet vergeten dat ook Oekraïne nog lijdt onder de Russische invasie. Vandaag hebben al meer dan 75.000 mensen uit Oekraïne – al dan niet tijdelijk – hun toevlucht gezocht in ons land via het Europese statuut van de tijdelijke bescherming. Aangezien de dreiging op het terrein blijft bestaan, blijft ook de instroom stabiel. Naast alle ondersteuning die geboden wordt op het terrein, blijven we ook solidair voor de Oekraïense oorlogsvluchtelingen die in ons land tijdelijk een veilige haven vinden. Als onderdeel van de verdeling van het Oekraïne Fonds, dat wordt gevoed door de rente op Russische fondsen die in ons land zijn bevroren, zullen we een voorstel voorleggen aan de interkabinettenwerkgroep, zodat er indien nodig een besluit kan worden genomen.

Dit najaar zorgen we daarom opnieuw, net als vorige jaar, voor een vereenvoudigde procedure die zal ingesteld worden voor de verlenging van de kaarten van Oekraïense onderdanen met een statuut van tijdelijke bescherming. De gemeenten zullen de kaarten op eenvoudige wijze kunnen verlengen. Anderzijds wordt er wel systematisch gecontroleerd of personen eventueel

protection dans plusieurs pays, afin que le statut ne puisse pas être utilisé de manière abusive.

Pour conclure

La politique migration est une question complexe. Il n'y a pas de solutions faciles pour la crise actuelle. Ceux qui prétendent autrement trompent les gens. Nous continuons à gérer au maximum la crise d'accueil et continuerons à chercher des solutions des solutions d'urgence humanitaire dans les mois à venir. Le réseau d'accueil sera encore étendu davantage, même dans un contexte compliqué.

Mais la réalité nous dit aussi que la création de capacité d'accueil additionnelle ne résoudra pas cette crise. Les vraies solutions sont des réformes structurelles. Nous continuons à travailler sur ces réformes structurelles. Le paquet législatif de l'accord sur la migration de mars 2023 constitue une première étape importante. Le code migration sera finalisé avant la fin de la législature. Et il y aura une ébauche pour un service migration uni.

Avant tout, la présidence belge de l'Union Européenne nous offre une chance unique de conclure un accord historique sur une réforme de fond de la politique d'asile et de migration Européenne. Car le statut quo est intenable. Afin de pouvoir protéger ceux qui ont réellement besoin de protection on doit rendre notre système plus solide. Avec des frontières européennes plus fortes, une procédure de frontière rapide pour ceux qui ont une chance réduite d'obtenir un statut, une politique de retour efficace ou on utilise le poids collectif de l'UE et une solidarité obligatoire entre états-membres.

C'est seulement avec des réformes structurelles, au niveau belge et européen, qu'on peut réaliser une politique de migration contrôlée. Ce sera donc la priorité absolue de cette dernière année de législature.

La secrétaire à l'Asile et la Migration,

Nicole de Moor

in meerdere landen deze bescherming zouden aangevraagd hebben, zodat er geen misbruik gemaakt kan worden van het statuut.

Tot slot

Migratie is een complex beleidsdomein. Er zijn geen gemakkelijke oplossingen voor de huidige crisis. Wie anders beweert draait de mensen een rad voor de ogen. We blijven de opvangcrisis zo goed als mogelijk beheren en zullen ook in de komende periode blijven zoeken naar humanitaire noodoplossingen. Het opvangnetwerk zal verder uitgebreid worden, hoe moeilijk dat ook is.

Maar de realiteit is dat bijkomende opvang deze crisis niet zal oplossen. De échte oplossing kan enkel komen van structurele hervormingen. Die structurele hervormingen zetten we verder in de stijgers. Het wetgevend pakket uit de migratiedeal van maart 2023 vormt een belangrijkste stap. Het migratiewetboek zal nog voor het einde van de legislatuur worden afgerond. En er komt een blauwdruk voor een eengemaakte migratiedienst.

Bovenal biedt het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie een unieke kans om een historisch akkoord te sluiten over een fundamentele hervorming van het Europese asiel en migratiebeleid. Het status quo is immers onhoudbaar. Om bescherming te kunnen blijven bieden aan wie echt bescherming nodig heeft, moeten we ons systeem weerbaarder maken. Met sterkere Europese buitengrenzen, een snelle grensprocedure voor wie weinig kans maakt op bescherming, een efficiënt terugkeerbeleid waarbij we het volle gewicht van de EU in de schaal werpen, en verplichte solidariteit tussen de lidstaten.

Alleen met die structurele hervormingen, op Belgisch en op Europees niveau, kunnen we komen tot een meer gecontroleerd migratiebeleid. Het wordt dan ook dé prioriteit van het laatste jaar van deze legislatuur.

De staatssecretaris voor Asiel en Migratie,

Nicole de Moor